

Des commissaires fédéraux entraînent Ottawa en cour

Rien ne va plus à la Commission sur les techniques de reproduction, dotée d'un budget de 26 millions

GILLES PAQUIN
du bureau de La Presse
OTTAWA

Quatre membres de la Commission royale d'enquête sur les nouvelles techniques de reproduction contesteront prochainement devant les tribunaux une décision du cabinet les mettant à toutes fins pratiques en tutelle.

Un affidavit sera déposé en Cour fédérale mercredi par les commissaires Bruce Hatfield, un médecin de Calgary, Martin Hébert, un avocat de Montréal, Maureen McTeer, avocate et épouse de Joe Clark et Louise Vandellac, une sociologue de Montréal. Ils affirment dans ce texte que l'arrêté en conseil adopté par le cabinet

Mulroney, en août 1990, contredit la loi sur les Commissions royales d'enquête.

Mise sur pied en octobre 1989 en vertu de la Loi fédérale sur les enquêtes, la Commission royale sur les nouvelles techniques de reproduction doit présenter un rapport sur les progrès actuels et prévisibles de la science et de la médecine en ce domaine.

Elle doit étudier les répercussions de ces techniques sur la santé et la recherche, ainsi que leurs conséquences morales, sociales, économiques et juridiques.

Selon les quatre commissaires, un an après avoir lancé la Commission le cabinet a dépeuplé les commissaires de la plupart de leurs pouvoirs pour les confier à la présidente Mme Patricia Baird. Au même moment il nommait deux nou-

veaux membres pour appuyer la présidente, soit Mme Bartha Knoppers et Susan McCutcheon.

En conséquence de cette décision gouvernementale, seule la présidente peut maintenant établir les méthodes et les procédures pour la conduite de l'enquête, louer des locaux, recourir aux services d'experts et de personnes ressources ou remettre les dossiers et documents au gouvernement aux termes de l'enquête.

«Ce qui est en cause c'est la définition du rôle des commissaires», a déclaré un employé de la Commission. «C'est de savoir s'ils sont commissaires ou assessseurs, s'ils devront répondre des travaux et des décisions de la Commission, de ses orientations et de ses dépenses».

Il y a incompatibilité entre ce deuxi-

me arrêté en conseil et la loi, soutient la déclaration assermentée des commissaires. En outre, il est assez contradictoire que l'État nomme deux nouveaux commissaires pour ensuite leur retirer tous les pouvoirs que leur accordait le mandat initial de la Commission.

D'après les plaignants, le gouvernement ne leur reconnaît plus que le devoir de présenter un rapport final, or la préparation de celui-ci est largement tributaire des moyens qu'on leur accorde pour oeuvrer sur le fond des choses. En un mot, ils jugent inadmissible qu'on leur enlève tout droit de regard sur les travaux de la Commission et son budget de 26 millions, tout en maintenant leur responsabilité face au rapport final.

Les quatre commissaires n'acceptent pas que le gouvernement modifie leurs responsabilités alors même que se poursuivent les travaux de la Commission. Après avoir tenté sans succès de trouver un terrain d'entente avec la présidente pendant un an, ils ont finalement décidé de porter la question devant les tribunaux.

La présidente de la Commission Patricia Baird a nié toutes les informations faisant état d'un grave conflit entre les commissaires. Selon certaines sources, les travaux du groupe sont quasiment paralysés en raison de ce conflit interne et quelques commissaires ont laissé entendre qu'ils songent à remettre leur démission.

La FTQ mobilise pour la souveraineté

LIA LEVESQUE
de la Presse Canadienne

A l'occasion de la dernière journée du congrès de la FTQ, les délégués ont très massivement adopté une proposition de mobilisation pour la souveraineté du Québec.

De fait, c'est à la quasi-unanimité que la proposition a été adoptée, à l'issue d'une période de discussion où pas une voix fédéraliste ne s'est exprimée au micro.

Le président de la FTQ Fernand Daoust décrivait d'ailleurs le vote comme une adoption «moins trois ou quatre mains». Plus d'un millier de délégués étaient présents dans la salle.

La proposition invite expressément chacun des membres de la FTQ à adhérer au Mouvement Québec, cette vaste coalition qui milite pour la tenue d'un référendum sur la souveraineté le plus tôt possible.

La résolution demande aussi aux membres de promouvoir la souveraineté dans leur milieu de travail «et auprès de tous les travailleurs et travailleuses du Québec».

Cette proposition avait d'abord été étudiée en atelier par six commissions. Trois d'entre elles l'avaient adoptée à l'unanimité; les autres à la très forte majorité.

Les interventions au micro ne laissent aucun doute sur l'alignement des syndiqués. «Ça va être notre référendum, notre pays», lançait un délégué.

Plusieurs ont dénoncé la campagne de peur qui est orchestrée par certains tenants du fédéralisme et le «chantage aux emplois» et aux fermetures d'usine.

Une conférence des premiers ministres est indispensable pour résoudre l'impasse

SUZANNE DANSEREAU
de la Presse Canadienne
TORONTO

La tenue d'une conférence constitutionnelle au printemps 1992 est indispensable pour résoudre l'impasse constitutionnelle, estime le premier ministre canadien Brian Mulroney.

«Ça prend une conférence constitutionnelle, ultimement. C'est une exigence de la constitution actuelle», a expliqué hier M. Mulroney, de passage à Toronto où il s'est entretenu avec le premier ministre ontarien Bob Rae.

La participation des provinces «est non seulement importante, elle est indispensable», a-t-il ajouté en anglais.

Quant au premier ministre de la plus importante province au Canada, il est d'accord avec la nécessité d'une telle conférence. Mais il exige que les premiers ministres se rencontrent d'abord pour une conférence sur l'économie.

«À mon avis nous devons d'abord avoir une conférence sur l'économie, sur la situation fiscale, sur les partages fédéraux et sur la constitution fiscale du Canada», a expliqué M. Rae.

Selon lui, les deux questions — économie et constitution — sont liées. M. Rae veut que les provinces discutent d'union économique, mais aussi de son projet de charte sociale, qui possède une importante dimension économique puisqu'il s'agit de s'assurer qu'Ottawa donnera de l'argent aux provinces en matière de santé et d'éducation.

De plus, la conférence sur l'économie sera également un prétexte pour discuter de réfor-



Le premier ministre Mulroney écoute son homologue ontarien Bob Rae répondre aux questions des journalistes lors d'une conférence de presse tenue hier à Toronto.

PHOTO REUTER

me constitutionnelle, a dit M. Rae.

Le premier ministre canadien n'a pas commenté l'idée d'une conférence fédérale-provinciale sur l'économie. Mais il estime, lui aussi, que constitution et économie vont de pair et que «les Canadiens veulent régler la question économique».

On sait que le premier ministre du Québec refuse de participer à une conférence constitutionnelle des premiers ministres depuis l'échec de l'entente du Lac Meech en juin 1990.

Mais M. Bourassa n'a jamais fermé la porte à une conférence des premiers ministres sur l'économie.

La question lui avait d'ailleurs été posée publiquement lors de son dernier passage à Toronto, le 4 novembre dernier.

Alors que M. Rae a répété hier que les provinces devaient avoir leur mot à dire dans le choix d'une formule, que ce soit un référendum, un plébiscite ou une assemblée constituante, M. Mulroney a répliqué que cette question ne relevait que d'Ottawa.

On sait que M. Rae souhaite un maximum d'implication du public dans le dossier constitutionnel. Le premier ministre ontarien a souvent réclamé une assemblée constituante. Mais il se dit ouvert à toutes les formules.

Le premier ministre canadien,

lui aussi, laisse la porte ouverte à toutes les options, y compris celle d'un référendum, un projet que refuse pourtant le Québec.

M. Mulroney, qui était à Toronto depuis jeudi, se rendra la semaine prochaine en Colombie-Britannique et en Alberta pour discuter avec les premiers ministres de ces provinces et recueillir leurs opinions au sujet de la réforme constitutionnelle.

Si M. Mulroney et Rae s'entendent sur la nécessité d'une conférence constitutionnelle, ils sont toutefois loin d'être d'accord sur le rôle des provinces dans le choix d'un processus de ratification de la réforme constitutionnelle par la population canadienne.

Washington suspend le contingentement des artistes étrangers

MARIE TISON
de la Presse Canadienne
WASHINGTON

Le Congrès américain a fait marche arrière et a décidé de ne pas resserrer indûment les règles concernant les visas des artistes et des athlètes étrangers.

Le Canada a crié victoire hier, mais a déploré le fait que les Américains n'aient pas éliminé toutes les restrictions.

En vertu d'un projet de loi sur l'immigration adopté l'année dernière, des règles sévères devaient commencer à s'appliquer des octobre 1991 aux artistes et athlètes étrangers qui désiraient obtenir un visa pour se produire aux États-Unis.

Ces règles limitaient à 25 000 le nombre d'artistes et athlètes étrangers qui pouvaient obtenir un visa en une année.

Elles exigeaient également que tous les membres d'un groupe en aient fait partie pendant au moins un an pour pouvoir obtenir un visa.

Elles obligeaient également les artistes à espacer leurs visites d'au moins trois mois.

Ces règles ont rapidement entraîné une controverse, et les congressistes ont accepté de reporter leur entrée en vigueur au premier avril 1992, pour permettre d'en arriver à un compromis.

Un représentant démocrate du Kentucky, M. Romano Mazzoli, et le sénateur démocrate Edward Kennedy ont travaillé sur un projet de loi visant à assouplir ces règles.

Le Congrès américain a adopté cette législation mercredi dernier, au cours d'une séance extrêmement essoufflée.

Québec n'assurerait plus les soins dentaires gratuits aux enfants

De même, les examens de la vue chez les optométristes ne seraient plus couverts par la Régie de l'assurance-maladie

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Pour réduire ses dépenses, Québec envisage carrément de ne plus assurer les soins dentaires gratuits pour les enfants de moins de 12 ans et les examens de la vue chez les optométristes.

Ces deux propositions font partie d'une kyrielle de recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général du gouvernement, le premier fonctionnaire Benoît Morin, à l'ensemble du cabinet et des sous-ministres. D'autres mesures pourraient provoquer un tollé dans la population, notamment l'augmentation de la charge de travail des 70 000 professeurs du Québec, un projet toutefois susceptible de prendre rapidement le chemin des oubliettes, selon certains mandarins du gouvernement.

Le retrait de certains services

«complémentaires» au niveau des examens de la vue circulait déjà dans le monde de la santé depuis quelques semaines. Au cabinet du ministre Marc-Yvan Côté, on s'était contenté, il y a quelques jours, de parler de «rumeurs» sur lesquelles il n'y avait pas de décision gouvernementale.

Les examens de la vue que l'optométriste fait automatiquement passer aux gens qui s'achètent des lunettes sont défrayés par la RAMQ, qui a remboursé 55 millions aux 1000 optométristes du Québec.

Du côté des soins dentaires, selon les informations obtenues par La Presse, le comité propose de ne plus assurer les «soins curatifs» — les interventions sur les dents des enfants — qui représentent une facture annuelle de 40 millions environ. Les examens — la portion préventive coûte aussi une quarantaine de millions — resteraient cependant assurés.

Selon Jacques Richer, de l'Ordre des dentistes, des indications en ce sens filtraient déjà du gouvernement depuis quelques semaines. Cette mesure va beaucoup plus loin que le projet, annoncé l'an dernier par le ministre Côté, d'imposer «un impôt service» sur ces services «complémentaires» dont la gratuité n'est pas garantie par la loi fédérale sur la Santé (C-3).

Il est vrai, reconnaît M. Richer «que le Québec fait cavalier seul» dans ce domaine depuis 1973. Dans les autres provinces, seuls les bénéficiaires de l'aide sociale profitent des soins dentaires gratuits pour les enfants. En 1986, Québec avait soulevé un tollé en proposant de réduire de deux à un les examens dentaires gratuits pour les enfants. On avait finalement coupé la poire en deux et décidé de payer un examen tous les huit mois.

L'impôt service proposé l'an

dernier par le ministre Côté sur les médicaments pour les personnes âgées réapparait aussi dans les propositions Morin. À la mi-décembre, le document de discussion mis de l'avant par le ministre Côté reprendra d'ailleurs cette idée, par laquelle le gouvernement comptait épargner 100 millions en se faisant rembourser par voie fiscale une partie des médicaments actuellement gratuits pour les personnes de plus de 65 ans.

Le document Côté, destiné à alimenter le débat lors d'une commission parlementaire en janvier, insistera sur la distinction entre l'accessibilité aux soins et leur gratuité, indique-t-on.

Une autre proposition du comité Morin risque de susciter un débat houleux. On propose d'augmenter la tâche des 70 000 enseignants du Québec (chaque augmentation de 30 minutes de la tâche, ce qui se répercute sur le

ratio enseignant-élève, signifie une économie de 70 millions pour le gouvernement). La proposition du comité Morin vise à récupérer plus de 100 millions à ce chapitre. Environ 80 p. cent des 5,4 milliards du budget de l'Éducation est consacré aux salaires, rappelle-t-on.

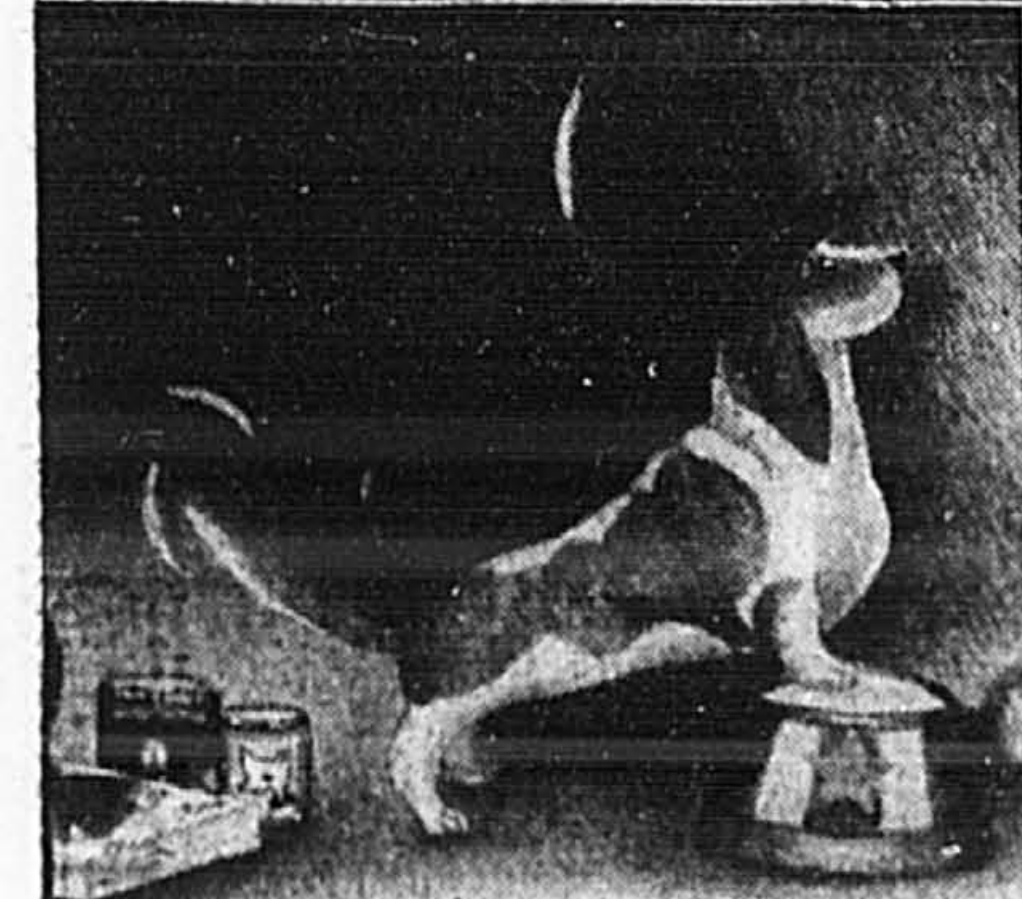
«Ceux qui ont pondu ça n'ont visiblement jamais mis les pieds dans une salle de classe», a lancé hier la présidente de la CEO, Lorraine Pagé. Une telle mesure serait «carrément incohérente» avec le discours du ministre Michel Pagé, qui a reconnu que la tâche des enseignants était déjà trop lourde et que cette dynamique entraînerait le décrochage scolaire, rappelle-t-elle. «Ces fonctionnaires ne répondent à personne de leurs intentions. Québec ferait mieux de se tourner vers la fiscalité», de lancer Mme Pagé.

Toutefois, au sein même du

gouvernement, on admet que les propositions d'augmenter la tâche des enseignants auront une vie bien éphémère. «Cela va retrousser», affirme-t-on en rappelant que déjà depuis dix ans, l'éducation avait beaucoup contribué aux économies gouvernementales. D'autres soutiennent toutefois que ces intentions seront très fermement défendues au niveau politique, compte tenu qu'à moyen terme, seules des augmentations d'impôts, encore plus impopulaires, s'offrent comme solution de rechange. Il y a trois ans, le projet de Québec de cesser de financer l'exploitation des réseaux de transports en commun avait fait beaucoup d'incrédulités, et il s'est pourtant matérialisé cette année, rappelle-t-on.

Pour les enseignants, Québec pourrait, avec moins de conséquences, opter pour l'abolition de la limite de 50 kilomètres pour remplacer un professeur en disponibilité.

L'EXPOSITION CANINE INTERNATIONALE DE MONTRÉAL À LA PLACE BONAVENTURE



UNE EXPOSITION QUI A DU CHIEN!

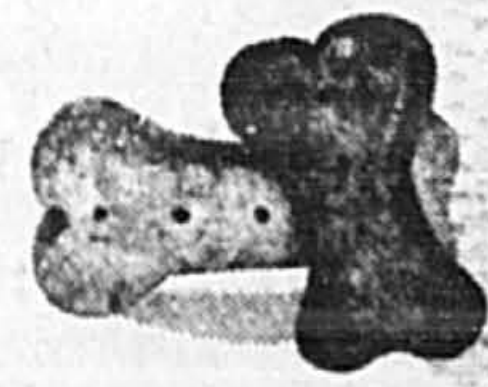
Course à obstacles, défilé costumé, démonstrations d'obéissance, concours des jeunes manieurs, et encore! Un événement pour toute la famille. Plus de 1 000 chiens de races en compétition.

Vendredi 29 novembre, 13 h à 20 h; samedi 30 novembre, 8 h à 21 h; dimanche 1er décembre, 8 h à 17 h.

Une présentation du United Kennel Club Inc. qui recommande la stérilisation des chiens domestiques.

Prix d'entrée: adultes 6,50 \$, gens de l'âge d'or et enfants 12 ans et moins 4,00 \$ (T.P.S. en sus).

Une partie des recettes de l'Exposition sera versée à diverses associations canines. Pour connaître l'horaire des compétitions et des activités, composez le 397-4807.



A. Gold & Sons®
DEPUIS 1899

**OUVERT
DIMANCHE**
10 h à 17 h

GRAND SOLDE D'OUVERTURE

NOUS AVONS AGRANDI NOTRE Fameux Entrepôt De Vêtements Mode

**Pour Hommes et Femmes
2050-2056 Bleury**

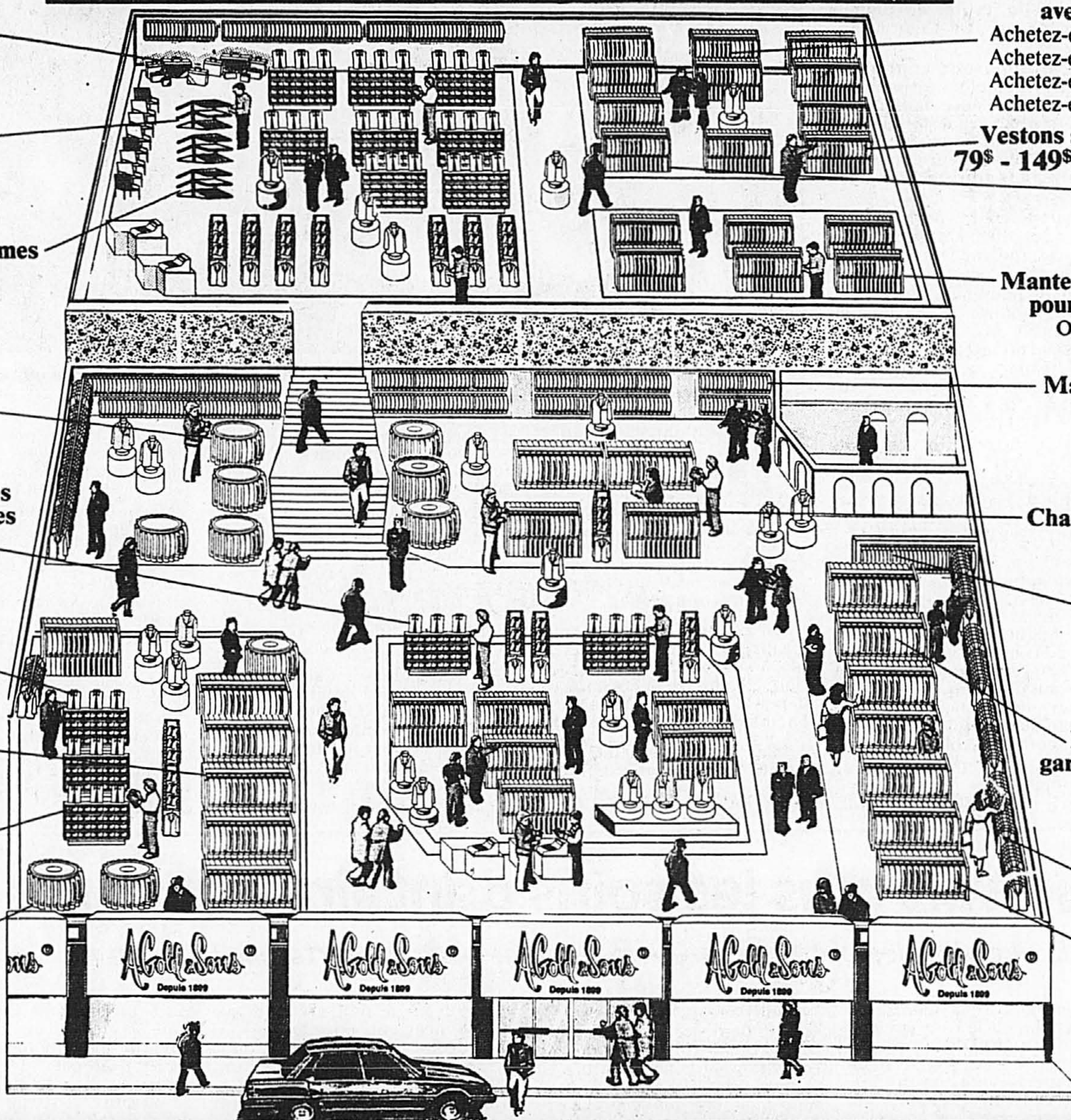
- ◆ MÊME IMMEUBLE
- ◆ 2 FOIS PLUS GRAND!
- ◆ 2 FOIS PLUS DE CHOIX!

Vous pouvez combler votre désir de vêtements de qualité et faire de vraies économies. Vous pouvez maintenant vous le permettre. Vous n'avez jamais vu une collection de vêtements mode aussi complète présentée au même endroit. Et jamais à des prix aussi remarquables. Profitez de notre grand solde d'ouverture et découvrez le nouveau concept des magasins-entrepôts.

MAGASINEZ JUSQU'À 21 h LUN. À VEN. ♦ SAM. ET DIM. JUSQU'À 17 h

JUSQU'À **66%** DE RABAIS
VÊTEMENTS DE QUALITÉ
POUR HOMMES et FEMMES

- Valises V.I.P. Pierre Cardin
Ord. 94\$-175\$
45\$-85\$
- Bottes d'hiver Pedport pour hommes
Ord. 150\$
75\$
- Chaussures habillées pour hommes Piattelli et Nunn Bush
Ord. 110\$-145\$
60\$
- Peignoirs couturier en tissu éponge
Ord. 150\$-200\$
89\$
- Chemises habillées à manches longues de marques renommées
Ord. 55\$-80\$
37,50\$ et 45\$
- Cravates en soie pure
Ord. 40\$-65\$
20\$
- Vêtements sport en denim Chevignon
50-66% de moins
- Chemises sport pour hommes Yves St-Laurent
Ord. 65\$
32,50\$
- Blousons et Parkas Doublure de duvet
Ord. 170\$-395\$
95\$-229\$



- Solde de complets 2 pour 1
Achetez-en un • Obtenez-en un gratis
Partagez votre achat
avec la personne de votre choix
Achetez-en un à 295\$, Obtenez le 2e GRATUIT
Achetez-en un à 395\$, Obtenez le 2e GRATUIT
Achetez-en un à 495\$, Obtenez le 2e GRATUIT
Achetez-en un à 795\$, Obtenez le 2e GRATUIT
- Vestons sport
79\$ - 149\$ - 199\$
- Pantalons habillés pour hommes
Ord. 95\$ | Ord. 127,50\$
52,50\$ | 69\$
- Manteaux en laine pour hommes
Ord. 350\$
148\$
- Manteaux d'hiver pour hommes avec doublure amovible
Ord. 395\$
197,50\$
- Chandails couturier italiens
Ord. 120\$
39\$
- Blousons en duvet 3/4 pour dames
Ord. 190\$-240\$
139\$-159\$
- Manteaux d'hiver pour dames garnis de fausse fourrure de léopard
Ord. 225\$
109\$
- Coordonnés sport pour dames Jones New York
Ord. 85\$-250\$
59\$-179\$
- Tailleurs pour dames
Ord. 350\$-425\$
169\$-199\$

SPECTACULAIRE

- Chemises habillées pour hommes à manches longues
Ord. jusqu'à 54,95\$
22\$
- Pyjamas et Polojamas pour hommes
Ord. jusqu'à 37,50\$
20\$
- Manteaux 3/4 pour hommes
Ord. 120\$-395\$
59\$-199\$
- Complets Mondo
Ord. 495\$-595\$
199\$-299\$
- Blousons et manteaux en cuir pour hommes
Ord. 400\$-1100\$
199\$-499\$
- Gants en cuir doublés
Ord. 35\$
25\$
- Foulards en laine Unis, imprimés
Ord. 25\$-32,50\$
15\$

AUBAINES SUR VÊTEMENTS POUR DAMES

- Châles italiens. Styles et couleurs assortis.
Ord. 45\$ **29\$**
- Manteaux genre caban cachemire et laine
Ord. 550\$ **399\$**
- Manteaux doublés de duvet. Styles assortis.
Ord. 245\$-260\$ **179\$-189\$**
- Ensembles «La Chine»
Ord. 170\$-200\$ **89\$-99\$**
- Ensembles double-tricotés «Tricoville»
Ord. 250\$-550\$ **99\$-149\$**
- Manteaux «Swing» en pied-de-poule
Ord. 350\$ **199\$**
- Blouses assorties «Jacques Vert»
Ord. 110\$-120\$ **59\$**
- Blousons d'hiver imprimés doublés en polyester
Ord. 175\$ **59\$**
- Blazers pied-de-poule garnis de pierres du Rhin
Ord. 195\$ **99\$**
- Imperméables styles «trench» et «Balmacan»
Ord. 175\$ **49\$**
- Vêtements sport «Court Originals»
Ord. 140\$-165\$ **79\$**
- Chandails d'automne assortis
Ord. 115\$-225\$ **59\$**

Économisez jusqu'à 50% sur des vêtements de croisière
Si vous partez vers le sud, nous avons une vaste sélection à des prix remarquables: Blazers, Blousons, Jupes, Pantalons, Culottes, Blouses, T-Shirts, Vêtements Sport.

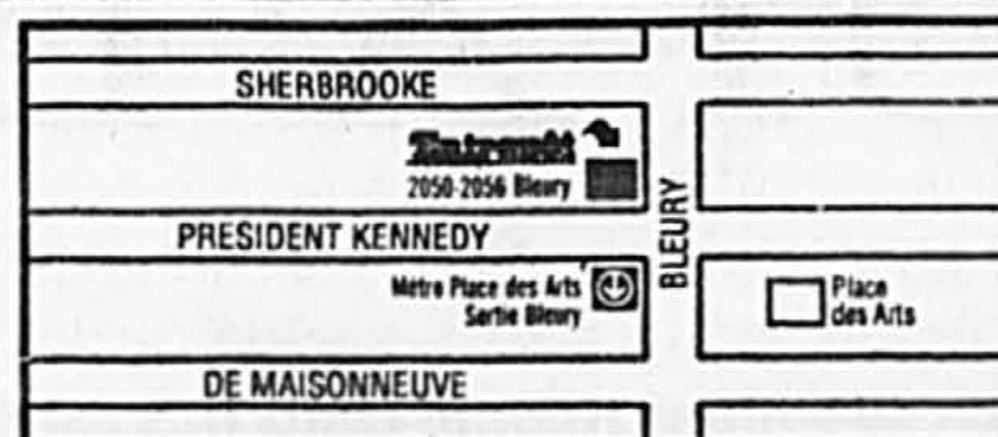
SENSATIONNEL

- Bottes d'hiver Anthony pour hommes
Doublées en peau d'agneau
Ord. 175\$
100\$
- Pantoufles en cuir pour hommes
Ord. 40\$-50\$
25\$
- Chemises sport en soie
Ord. 95\$-145\$
69\$-79\$
- Pantalons pour hommes
Ord. 100\$
52,50\$
- Chemises sport de marques renommées pour hommes
Victor Emmanuel, C. Dior, Royal, Elsbach
Ord. jusqu'à 125\$
45\$
- Pantalons pour hommes en velours côtelé et en coton
Ord. 70\$-90\$
45\$-50\$

Des sélections limitées de ces spéciaux sont disponibles pour hommes seulement à:
974, STE-CATHERINE O., ENTRE METCALFE et MANSFIELD. METRO PEEL - SORTIE PEEL.

MAGASINEZ 7 JOURS
PAR SEMAINE
LUN. au VEN. 9 h - 21 h
SAMEDI 9 h - 17 h
DIMANCHE 10 h - 17 h

A. Gold & Sons®
Depuis 1899
ENTREPÔT



**2050-2056
Bleury**

CENTRE-VILLE COIN PRESIDENT-KENNEDY
ENTRE SHERBROOKE et DE MAISONNEUVE
METRO PLACE DES ARTS © SORTIE BLEURY

Un Québec souverain aurait la capacité d'intégrer les fonctionnaires fédéraux

Une nouvelle étude prévoit un avenir moins sombre pour la région de Hull

PHILIPPE DUBUISSON
du bureau de La Presse

OTTAWA

■ Un Québec souverain, ayant récupéré les pleins pouvoirs de taxation, aurait la capacité financière d'intégrer les fonctionnaires fédéraux du Québec et de maintenir le niveau de l'emploi dans la région de l'Outaouais, conclut une étude réalisée par un professeur de l'Université d'Ottawa.

Intitulée *Changer de capitale: étude du transfert de juridiction des fonctionnaires fédéraux du Québec*, l'analyse de l'économiste Maurice Saint-Germain prévoit ainsi des lendemains beaucoup moins sombres pour la région de l'Outaouais advenant la souveraineté que ce que prédit une étude publiée récemment par la firme Sécour.

Ces deux études aux conclusions opposées serviront de base de discussion à un forum public sur l'avenir économique de l'Outaouais, qui se tient aujourd'hui dans la capitale régionale de Hull. Ce forum s'inscrit dans le cadre des travaux de la Commission Beaudry, créée par le gouvernement Bourassa pour analyser les conséquences possibles sur la région de l'Outaouais d'un changement de statut constitutionnel du Québec.

Dans son analyse, la firme Sécour prévoit que la souveraineté mettrait en cause entre 10 650 et 16 350 emplois de la fonction publique fédérale dans la région de l'Outaouais. Ces pertes d'emplois directs dans la fonction publique pourraient, dans une réaction en chaîne, provoquer un exode de la population et des investissements dans le secteur privé.

Au total, la firme Sécour prévoit dans son étude commandée par la Commission Beaudry sur l'avenir de l'Outaouais, créée par le gouvernement Bourassa, que la souveraineté conduirait à la perte de 12 800 à 32 700 emplois dans cette région fortement dépendante

de la fonction publique fédérale. Ces deux bornes représentent respectivement 10 p. cent et 25 p. cent de l'emploi total dans l'Outaouais.

M. Saint-Germain conteste toutefois les conclusions de Sécour, affirmant «qu'ils ont adopté une perspective assez dure à avaler car ils ne prévoient pas que la région réagira et se mobilisera pour assurer son avenir économique. J'ai l'impression qu'ils n'ont pas réfléchi bien longtemps sur la question».

Dans son analyse, M. Saint-Germain prévoit que l'accession à la souveraineté du Québec mettrait en cause entre 15 000 et 18 000 emplois de la fonction publique fédérale au Québec, ce qui correspond à peu de chose près à ce que prédit Sécour.

Mais l'économiste de l'Université d'Ottawa soutient toutefois qu'un Québec souverain aurait la capacité financière d'intégrer ces fonctionnaires et de maintenir le niveau de l'emploi dans la région de l'Outaouais, «pourvu que la nouvelle capitale ait la volonté politique de décentraliser son administration et d'investir dans l'infrastructure régionale».

Dans un Québec souverain, certaines fonctions administratives, telles que les Affaires extérieures et le Commerce international seraient concentrées dans la nouvelle capitale, ce qui sous-entend un déplacement de certai-

nes fonctions présentement situées dans la région de l'Outaouais au niveau fédéral.

Toutefois, pour pallier à ce transfert de postes, M. Saint-Germain identifie au total 25 207 postes de l'administration publique québécoise potentiellement décentralisables dans la région de Hull. Il s'agit d'emplois dans le secteur parapublic (7000), dans divers ministères (8150), d'entreprises publiques (1500), de Régions provinciales (4053) et autres domaines de l'administration publique.

Or, la région métropolitaine de Hull compte présentement environ 26 000 employés fédéraux qui travaillent surtout dans des fonctions d'administration générale.

En fait, soutient M. Saint-Germain, la région devra voir dans la souveraineté l'occasion de réclamer du gouvernement du Québec sa part des investissements publics qui lui a échappé par le passé pour diverses raisons dont, notamment, le faible poids politique de l'Outaouais au niveau provincial.

Il ajoute que pour être la troisième région administrative en importance du Québec, ce qui correspond à son poids démographique, la région devra aussi bénéficier d'avantages d'investissements en infrastructure, notamment en ce qui a trait au réseau routier, aux installations aéroportuaires et aux secteurs de la santé et de l'éducation.

«En fait, mon étude vise à susciter la mobilisation de la population de la région pour que l'Outaouais n'ait pas à subir une baisse de niveau de vie suite à la souveraineté. Et s'il y a mobilisation, il n'y a pas de raison que la région devienne une autre Sherrerville».

Forum Outaouais

Le forum qui se tient aujourd'hui à Hull représente la première manifestation publique de la Commission Beaudry. Jusqu'à présent, les travaux de la Commission Beaudry se sont tenus à huis clos. Elle a étudié quelque 25 mémoires et entendu autant de témoins.

Cette façon de procéder n'a pas fait l'unanimité dans la région. Le Parti Québécois de Hull, qui accuse le Comité Beaudry de «manquer de transparence» et d'être composé de partisans libéraux, a indiqué qu'il boycottera le forum.

La vice-présidente de l'Alliance de la fonction publique du Canada, Joane Hurens, reproche aussi au Comité Beaudry d'avoir tenu ses audiences à huis clos, mais aussi de ne compter aucun représentant des syndicats de la fonction publique fédérale.

«Qu'il s'agisse de décentralisation des compétences ou de souveraineté, les fonctionnaires de la région sont très concernés, dit-elle. On est pas de très bonne humeur devant la façon de procéder de la Commission Beaudry».

JUSQU'AU 14 DÉCEMBRE
VISITEZ L'EXPOSITION

Peintres québécois
de l'Académie royale
des Arts du Canada

GALERIE DOMINION

1438, rue Sherbrooke ouest
Montréal

La galerie est ouverte du mardi au vendredi de 10 h à 17 h 30 et le samedi de 10 h à 17 h

FROM 30-11

Parizeau traité
de bandit par
le Financial
Post; le PQ
est stupéfait

Presse Canadienne

QUÉBEC

■ Un éditorial du très sérieux Financial Post, publié par l'éditrice Diane Francis, prédit les pires calamités pour un éventuel Québec souverain, calamités qui amèneraient «Parizeau et son groupe de bandits de grand chemin à être chassés du pouvoir et arrêtés».

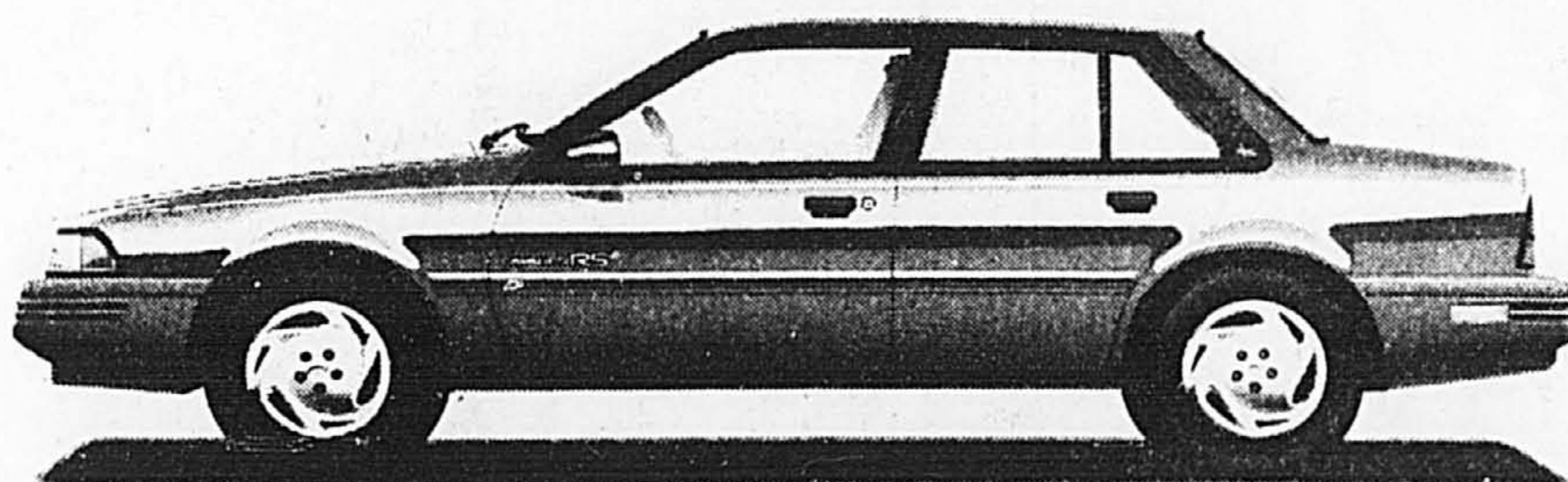
Dans ses prévisions apocalyptiques, Mme Francis affirme qu'au lendemain de la souveraineté, «des sanctions commerciales seraient imposées au Québec, soit la fin de la péréquation, des subventions à l'industrie aérospatiale et militaire, du service postal, des aéroports et du service aérien, des banques, de la transmission par satellite, des opérations douanières, portuaires et du fonctionnement des bases militaires».

Elle ne fait mention à aucun endroit que plusieurs de ces services seraient assurés par le gouvernement du nouvel État souverain, selon des experts entendus à la commission Bélanger-Campeau.

Le député Jacques Brassard a dénoncé sans ambages cette thèse soulignant que «si des journalistes québécois écrivaient des choses comme cela à l'égard de leaders anglophones, ils se feraient crucifier sur la place publique. Si on écrivait au Québec que M. Libman (du Parti Égalité) devait être arrêté et emprisonné pour ses propos, il y aurait des hauts cris dans toute l'Amérique anglophone», a-t-il dit.

SURPRISE! VOUS ALLEZ ROULER CONTENT.

Avec de tels rabais, on ne peut pas se tromper.



CAVALIER RS Équipée du groupe d'options 1SC incluant: Freins antiblocage • Verrouillage automatique des portes • Moteur de 2,2 litres, 4 cylindres, 110 chevaux • Système d'échappement en acier inoxydable • Protège-tissu Scotchgard™ • Garantie GM totale* de 3 ans, 60 000 km, sans franchise† • Glaces teintées • Volant de sécurité autobasculant • Système sonore 4 haut-parleurs à plus large bande passante.

Économisez jusqu'à

2300\$

1000\$ de remise applicable aux modèles de Cavalier*

500\$ de crédit sur l'ensemble d'options 1SC**

800\$ de crédit pour la boîte automatique et climatisation**



CORSICA Équipée du groupe d'options 1SB incluant: Freins antiblocage • Sac gonflable du côté du conducteur.

Économisez jusqu'à

1550\$

750\$ de remise*
800\$ de crédit pour la boîte automatique et la climatisation**

* Remise de 750 \$ aussi offerte sur la Beretta



LUMINA Équipée du groupe d'options 1SD incluant: Climatisation • Régulateur électronique de vitesse à dispositif de reprise • Ensemble de commodités assistées • Volant inclinable.

Économisez jusqu'à

1750\$

750\$ de remise*
1000\$ de crédit sur l'ensemble d'options 1SD**



CUTLASS SUPREME Équipée du groupe d'options 1SD incluant: Moteur 3,1 litres V6 • Boîte automatique • Ensemble de commodités assistées.

Économisez jusqu'à

1750\$

750\$ de remise*
1000\$ de crédit sur l'ensemble d'options 1SD**

OLDSMOBILE 88. Voiture spacieuse tout confort. Entièrement redessinée en 1992 et à prix abordable. Sac gonflable du côté du conducteur en équipement de série • Moteur de 3,8 litres V6 • Boîte automatique à 4 vitesses.

\$750 de remise*

OLDSMOBILE 98. Le luxe du grand confort. Système de freins antiblocage • Moteur de 3,8 litres V6 • Boîte automatique à 4 vitesses • Sac gonflable du côté du conducteur en équipement de série.

\$1000 de remise*

LES RABAIS-SURPRISES

CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE

Chevrolet • Geo • Oldsmobile

* L'offre est applicable seulement aux livraisons à l'usager sur les voitures nouvelles ou en démonstration. La T.P.S. est incluse dans la remise. Cette offre ne peut être utilisée en combinaison avec aucune autre offre. Offre valide pour un temps limité ou jusqu'à épuisement des stocks. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails.

** Crédit sur l'ensemble d'options basé sur les prix de détail suggérés par le manufacturier si les options étaient vendues séparément selon le premier terme atteint.

Un nouveau
service
dans

La Presse

A compter d'aujourd'hui,

dans le **TELE+**
nous publions

Les codes
PlusCodes^{mc} pour
magnétoscope

Ces codes vous permettront d'enregistrer plus facilement vos émissions de télévision préférées.

Plus de détails, aujourd'hui, en page E 2.

Le Grand solde des Fêtes

CANADIEN *vous* PROPOSE DE DÉCOLLER AVEC DES TARIFS VRAIMENT TERRE à TERRE.

Chaque année c'est la même chose. Avec le temps des Fêtes vient le temps des retrouvailles et des soirées enlevantes. Plus que jamais, les réunions se font chaleureuses et les pensées se tournent vers la famille et les amis.

Pour bien des gens, ce temps de réjouissances est sacré. Pour Canadien aussi. Et cet hiver, parce que nous voulons

vous permettre de retrouver ceux qui parfois paraissent si loin, nous vous faisons cadeau de tarifs qui facilitent les rapprochements.

En plus d'être amicaux, ces tarifs jouissent de conditions très simples. Il vous suffit de réserver vos places d'ici le 15 décembre 1991 et de vous envoler entre le 13 janvier et le 28 mars 1992.

Pour faire plaisir à un être cher avec un certificat-cadeau Canadien ou pour obtenir plus de détails sur ces tarifs ou d'autres, communiquez avec votre agent de voyages ou avec un agent de Canadien au 847-2211.

Hâtez-vous de réserver. Parce qu'avec des tarifs aussi terre à terre, les billets risquent de s'envoler très vite!

LES DESTINATIONS-CADEAUX

TORONTO	CALGARY	VANCOUVER	LONDRES	PARIS	HONOLULU
129\$	359\$	369\$	438\$	548\$	789\$
Départs du 13 janv. au 28 mars	Départs du 13 janv. au 28 mars	Départs du 13 janv. au 28 mars	Départs du 25 déc. au 4 mars	Départs du 25 déc. au 19 fév.	Départs du 28 déc. 1991 au 13 déc. 1992 (certains jours seulement)

de Montréal (aller-retour)

LE CANADA

De Montréal (aller-retour)
Départs du 13 janvier au 28 mars.

QUÉBEC	VAL-D'OR
126\$	153\$
ROUYN	BAGOTVILLE
153\$	164\$
SAINT JOHN (N.B.)	HALIFAX
178\$	206\$
CHARLOTTETOWN	WINDSOR
227\$	228\$
THUNDER BAY	WINNIPEG
272\$	298\$
ST. JOHN'S	EDMONTON
308\$	359\$
REGINA	SASKATOON
361\$	361\$
VICTORIA	IQALUIT
435\$	524\$

LE MONDE

De Montréal (aller-retour)

MEXICO	AMSTERDAM
486\$	538\$
Départs avant le 26 avril	Départs du 25 déc. au 27 fév.
COPENHAGUE	FRANCFORT
568\$	578\$
Départs du 4 janv. au 15 mars	Départs du 25 déc. au 27 fév.
DÜSSELDORF	STOCKHOLM
578\$	598\$
Départs du 25 déc. au 27 fév.	Départs du 4 janv. au 15 mars
OSLO	ZURICH
598\$	629\$
Départs du 4 janv. au 15 mars	Départs du 25 déc. au 27 fév.
GENÈVE	VIENNE
629\$	638\$
Départs du 25 déc. au 27 fév.	Départs du 25 déc. au 27 fév.
NICE	ROME
708\$	899\$
Départs du 25 déc. au 19 fév.	Départs du 25 déc. au 31 mars
MILAN	SAO PAULO
899\$	1399\$
Départs du 25 déc. au 31 mars	Aller et retour entre le 11 janv. et le 20 juin
RIO DE JANEIRO	SYDNEY
1399\$	1498\$
Aller et retour entre le 11 janv. et le 20 juin	Départs du 1 ^{er} fév. au 31 mai
MELBOURNE	AUCKLAND
1498\$	1498\$
Départs du 1 ^{er} fév. au 31 mai	Départs du 1 ^{er} fév. au 31 mai

Canadien
VA plus LOIN

Nombre de places limité, selon les disponibilités. Certains vols peuvent être complets avant la fin du solde. Des conditions touchant les durées de séjour minimales et maximales, et l'achat des billets à l'avance s'appliquent. D'autres conditions et des périodes d'interdiction peuvent aussi s'appliquer. Taxes en sus. Déclassement offert jusqu'au 5 décembre 1991 sur les tarifs des vols effectués au Canada et aux États-Unis (sauf Hawaï). Dans la plupart des cas, les billets ne sont pas remboursables. Supplément en week-end vers certaines destinations internationales. Tarifs assujettis à l'approbation gouvernementale. Canadien est une marque déposée des Lignes aériennes Canadien International Inc.



GATT: McKnight admet que la position du Canada est fragile dans le dossier agricole

HUGUETTE YOUNG
de la Presse Canadienne
OTTAWA

■ Le ministre de l'Agriculture Bill McKnight a été obligé d'admettre hier que la bataille était loin d'être gagnée dans le dossier agricole aux négociations du GATT.

L'influence du Canada, a-t-il souligné, est limitée au sein de cet organisme de réglementation du commerce international.

«Le Canada n'est qu'un joueur parmi 108. Nous ne sommes pas le plus grand, ni le plus petit.»

Pour la première fois, hier, M. McKnight a admis à son retour de Genève, que le Canada devenait de plus en plus isolé au GATT.

«Il n'existe pas comme tout le monde peut bien s'en rendre compte, un appui farouche à la position canadienne. Cependant, aucune entente n'a encore été conclue et nous continuons à défendre notre position», a constaté le ministre.

La veille, le ministre d'État aux Céréales Charles Mayer avait catégoriquement nié qu'il y ait alliance stratégique entre les États-Unis et la Communauté européenne pour orienter les négociations vers un système de tarification.

La tarification mettrait en cause le système canadien de gestion de l'offre. Grâce à ce système protégé en vertu de l'article XI du GATT, le Canada peut protéger son marché intérieur en réglementant les importations par le biais des offices de commercialisation. Le Canada veut maintenir ce système de gestion de l'offre en renforçant l'article XI du GATT.

Aux Communes, hier, libéraux et néo-démocrates ont justement remis en cause la faiblesse du pouvoir de négociation du Canada à la lumière du dépôt cette semaine, du rapport du directeur général du GATT Arthur Dunkel.

Ce rapport s'enlève sur les positions américaines, ce qui a semé un véritable vent de panique dans les milieux agricoles canadiens et québécois.

Le député libéral Don Boudria a rappelé que le maintien de l'article XI était une question de vie ou de mort pour les agriculteurs canadiens. Il a tenté d'arracher des concessions au ministre en lui demandant si le Canada refuserait «de signer une entente au GATT qui mettrait en péril l'article XI?»

Prudent, M. McKnight a souligné que le Canada tenait mordicus à renforcer la portée de cet ar-

ticle. Mais il a évité le piège que lui tendait l'Opposition en refusant carrément de répondre à cette question. Aux journalistes, il a répété qu'il refusait de répondre à une question hypothétique.

Selon lui, un déblocage est toujours possible puisque les négociations se poursuivent toujours.

Le député libéral Lloyd Axworthy est allé plus loin en proposant au gouvernement de renégocier l'Accord de libre-échange canado-américain.

«Le gagne-pain des agriculteurs est menacé en raison des graves erreurs du gouvernement», a-t-il noté. Selon lui, le Canada risque

de se retrouver coincé au GATT. Il a perdu son pouvoir de négociation, a-t-il poursuivi, en acceptant d'éliminer des tarifs en vertu de l'accord de libre-échange. Si le système de tarification proposé par les Américains est entériné par le GATT, le Canada restera vulnérable. Il pourra protéger son marché en imposant des tarifs sur les produits japonais importés, mais non sur ceux des États-Unis, a-t-il noté.

Vu la gravité de la situation, il a aussi proposé la tenue d'une conférence des premiers ministres sur l'ensemble du dossier agricole. Selon lui, le gouverne-

ment y va à la pièce, sans vue d'ensemble. Le ministre McKnight s'est toutefois défendu en notant que la position canadienne avait été formulée de concert avec les associations agricoles, les producteurs et les provinces.

Les néo-démocrates ont aussi demandé au gouvernement de ne signer aucun accord commercial qui mettrait en péril les offices de commercialisation. M. McKnight a toutefois répondu qu'il était aberrant de penser que le Canada pourrait s'isoler en refusant d'entériner un important accord commercial.

Automobile

Lundi,

dans le cahier

automobile,

La Presse

vous propose

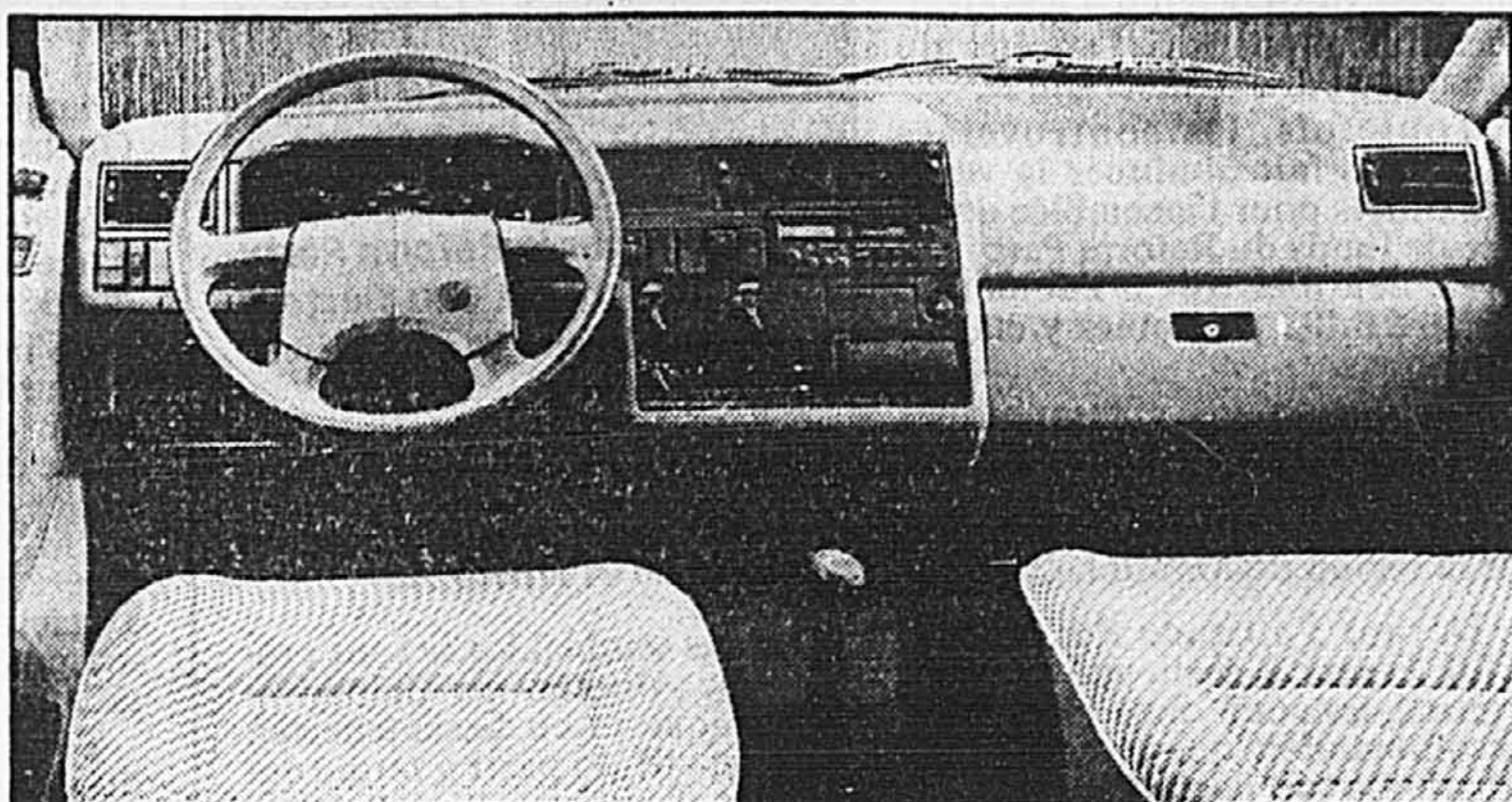
Volkswagen

Eurovan: le véhicule

de la logique et de la

raison

Un article signé Denis Duquet



La Presse

Design et art de vivre

Jeudi,

dans le cahier

Design

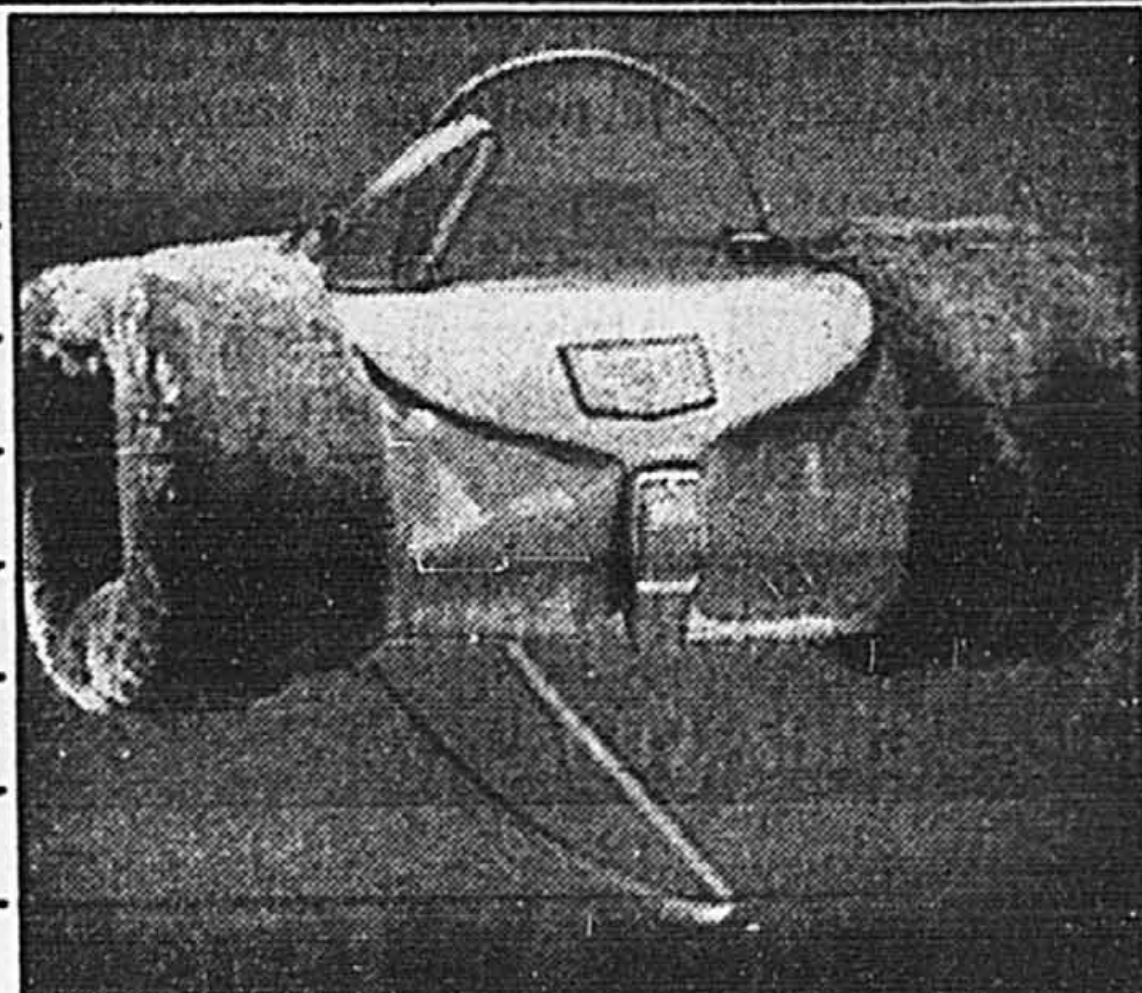
et art de vivre

La Presse

vous propose

Les Granolas

arrivent en ville



Un article signé Raymond Bernatchez

La Presse

SURPRISE! MÊME NOS RABAIS VONT VOUS TRANSPORTER.

Avec de tels rabais, on ne peut pas se tromper.



ASTRO CL ALLONGÉ équipé du groupe d'options ISD incluant : Climatisation. Système de freins antiblocage. Moteur à injection électronique 4.3 litres V6. Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée. Verrouillage électrique des portes. Vitres à commande électrique. Volant autobasculant. Régulateur automatique de vitesse. Espace pour asseoir 8 passagers. Miroirs télé réglables. Radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassettes.

Économisez jusqu'à

2025\$

1000\$ de remise sur modèles Astro*

1025\$ de crédit sur options ISD**



LUMINA APV équipé du groupe d'options ISC incluant : Climatisation électronique. Système de freins antiblocage avant et arrière. Moteur V6 à injection. Rétroviseurs télé réglables, gauche et droit. Régulateur automatique de vitesse. Verrouillage électrique des portes. Vitres à commande électrique. Télécommande d'abattant. Radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassettes. Panneaux de carrosserie légers antirouille en composite polymère pour toutes les surfaces extérieures.

Économisez jusqu'à

2000\$

1000\$ de remise*

1000\$ de crédit sur options ISC**



TAHOE CABINE ALLONGÉE équipé du groupe d'options ISB incluant : Boîte manuelle 5 vitesses. Système de freins antiblocage arrière. Sièges baquets avant et siège rétractable arrière. Pare-choc marche pied. Quart de fenêtre basculante. Roues rallye. Peinture de luxe; deux teintes. Radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassettes.

Économisez jusqu'à

2500\$

1000\$ de remise sur modèles S-10*

1500\$ de crédit sur options ISB**



CHEVROLET SILVERADO Equipé du groupe d'options VOP R7E incluant : Air climatisé. Volant inclinable. Régulateur automatique de vitesse. Verrouillage électrique des portes. Vitres à commande électrique. Radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassettes.

Économisez jusqu'à

1700\$

1000\$ de remise (Disponible sur modèles à cabine régulière seulement)*

700\$ de crédit sur l'ensemble R7E**



BLAZER TAHOE LT 4 portes équipé du groupe d'options ISD. Moteur 4.3 litres V6. Climatisation. Ensemble de commodités assistées. Régulateur automatique de vitesse. Intérieur en cuir. Roues en aluminium en plus d'une gamme complète d'options.

Économisez jusqu'à

2500\$

1000\$ de remise sur modèles S-Blazer*

1500\$ de crédit sur options ISD**

Remise de

500\$*

TRACKER équipement de série incluant : Essuie-glaces intermittents. Siège rétractable. Système de freins antiblocage arrière. Moteur 1.6 litre à injection. Transmission manuelle 5 vitesses avec surmultipliée.



Remise de

1000\$*

CHEVY VAN Idéal pour vos besoins commerciaux. 3 choix d'empattements (100 et 125 pouces, 146 pouces pour la carrosserie allongée). Portes coulissantes de chargement disponibles sans frais.



LES RABAIS-SURPRISES

CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE

Chevrolet • Geo • Oldsmobile

* L'offre est applicable seulement aux livraisons à l'usager sur les voitures nouvelles ou en démonstration. La T.P.S. est incluse dans la remise. Cette offre ne peut être utilisée en combinaison avec aucune autre offre. Offre valide pour un temps limité ou jusqu'à épuisement des stocks. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails.

** Crédit pour un ensemble d'options basé sur les prix de détail suggérés par le manufacturier si les options étaient vendues séparément.

Un Québec souverain peut utiliser le dollar canadien, dit un expert

Presse Canadienne
QUÉBEC

■ Un éventuel Québec souverain pourrait continuer à utiliser le dollar canadien comme monnaie courante, croit le professeur Peter Howitt, économiste de l'Université Western Ontario de London.

Témoignant jeudi devant la commission parlementaire spéciale chargée d'étudier les offres constitutionnelles, le professeur Howitt a signalé que le Canada anglais ne pouvait empêcher cela.

«Je ne vois aucune raison pour qu'un Québec souverain ne puisse utiliser le dollar canadien. Il n'y rien pour empêcher cela, rien que le Canada pourrait faire pour l'empêcher sauf un contrôle massif de la circulation des capitaux qui serait plus néfaste que le problème lui-même», a dit M. Howitt.

Mais si jamais il n'y avait pas d'entente Canada-Québec pour une union économique, M. Howitt a proposé que le Québec se rabatte sur le dollar américain comme monnaie. «Il deviendrait alors moins avantageux pour le Québec de continuer à utiliser le dollar canadien. Il serait plus rentable d'utiliser le dollar américain. Ce ne serait pas souhaitable de créer une monnaie québécoise», a-t-il dit.

Mais dans le cadre du maintien d'union économique, M. Howitt a proposé que soit maintenue une banque centrale forte et indépendante, quel que soit le statut éventuel du Québec. «Il faut une banque centrale très forte. Ce n'est pas un gouvernement central fort qui est nécessaire. On peut avoir l'un sans l'autre», a-t-il dit.

Cette union monétaire Québec-Canada nécessiterait-elle une union politique? a demandé le député Robert Benoit, libéral d'Orford. «Une union monétaire entre pays souverains est instable parce que c'est une grand compromis de souveraineté de ne pas avoir sa monnaie», a répondu M. Howitt.

Il prédit que l'union économique de la CEE deviendra instable car les pays qui ont une tendance plus inflationniste comme l'Italie, le Portugal et la Grèce, vont soit vouloir quitter la CEE ou vont être beaucoup plus liés politiquement.»

La direction du Reform Party est aux prises avec des querelles internes depuis un an

Après Canadian Press

EDMONTON

Le Reform Party est en proie à des querelles internes depuis au moins un an, indiquent des documents internes du parti dont les médias ont obtenu copie cette semaine.

Tandis que le parti, dont le siège est à Calgary, doublait le nombre de ses membres et prenait de l'expansion en Ontario et dans les provinces de l'Atlantique, des membres de la direction envoyaient des directives aux organisations de circonscription pour colmater les fissures dans le parti et remettre au pas les membres dissidents.

Dans un cas, le chef du parti, Preston Manning, a pris le contrôle direct des groupes de travail d'annonce de la politique

pour se prémunir contre « les choix politiques souvent non orthodoxes et la plupart du temps extrêmes ».

Dans un autre cas, le président du parti Cliff Fryers est intervenu pour démanteler une organisation du Manitoba qui avait critiqué la direction du parti.

Les membres mécontents du parti estiment que ces façons de faire sont inadmissibles et sapent les fondations populistes du parti.

« Nous sommes nombreux à avoir adhéré au Reform Party parce que nous voulions un parti qui nous représente vraiment à partir de la base », a déclaré Gary Cummings, de Winnipeg. « Ce qui semble se produire c'est qu'il s'agit d'un parti aussi élitiste que les autres. La situation semble empirer plutôt que s'améliorer. »

Les révélations sont survenues peu après la déclaration de la dirigeante libérale Sheila Copps, qui a eu un grand écho dans les médias, dans laquelle elle comparait Preston Manning à l'ancien chef du Ku Klux Klan David Duke, qui s'est présenté comme candidat au poste de gouverneur de la Louisiane, mais a été rejeté par les électeurs.

Elles coïncident en outre avec la publication d'un livre de Murray Dobbin, de Saskatoon, qui brosse un tableau peu flatteur de Manning et du Reform Party.

L'ouvrage a été partiellement financé par une subvention de la Douglas-Coldwell Foundation, qui porte le nom des fondateurs de la Co-operative Commonwealth Foundation, l'ancêtre du Nouveau Parti démocratique.

Toutefois, les controverses n'ont pas fait diminuer la vente des billets pour l'assemblée de levée de fonds du Reform Party qui avait lieu hier soir à Edmonton. Quatre mille personnes y étaient attendues.

Les documents communiqués au Calgary Herald font état d'un conflit permanent entre la direction du Reform Party et le conseil de la région du Manitoba.

Devant l'attitude du conseil, Cliff Fryers a écrit une note au conseil exécutif dans laquelle il recommandait que le conseil du Manitoba soit déclaré illégal.

Le conseil est en conflit également avec Gordon Duncan, l'un



Un ouvrage sur le Reform Party brosse un tableau peu flatteur de Preston Manning. PHOTO CP

des quatre directeurs du Manitoba siégeant à l'exécutif national, après qu'il eut qualifié certains membres de « rednecks ».

Des cas semblables se sont produits en Alberta, en Colombie-Britannique et en Saskatchewan où l'exécutif du parti a fermé des conseils de région à l'été de 1990, sous prétexte qu'ils étaient devenus inutiles.

Faisant fi de la vague anti-Québec, Bouchard alloue trois millions au Jardin botanique

MARIO GILBERT
de la Presse Canadienne

Moins de 24 heures après la « vague anti-Québec » déclenchée aux Communes par l'annonce de subventions de 160 millions du gouvernement fédéral à la province, le ministre Benoît Bouchard récidivait, hier à Montréal, en allouant une somme de 3 millions à l'Institut de recherche en biologie végétale, du Jardin botanique de Montréal.

Cette annonce, plus modeste, prenait tout de même l'allure d'un joli pied-de-nez aux députés néo-démocrates et à un député libéral de Terre-Neuve, qui déclarait la veille à la Chambre des communes que le Québec — et en particulier Montréal — reçoit plus que sa part des subventions fédérales parce que cette province élit des députés conservateurs.

« S'il y a d'autres réactions aujourd'hui, et bien il va y en avoir d'autres dans 15 jours parce qu'il y aura une autre annonce comme celle-là », a lancé M. Bouchard, visiblement ulcéré par les incidents « disgracieux » survenus jeudi. « Ça me pousse à en faire davantage. »

« Personnellement, ce type de réactions n'a aucune influence sur la décision que j'ai à prendre. Si je m'arrêtais à ça,

je n'aurais rien eu à offrir depuis les sept ans que je suis en politique. »

Selon M. Bouchard, « c'est une réalité dans un pays aussi immense que le nôtre, formé de réalités régionales très fortes. C'est normal que les gens réagissent en disant que si il y en a pour le Québec, pour Montréal, il y en a pour d'autres. Mais Montréal a besoin de cette aide. »

« On ne peut pas éviter ces choses disgracieuses. C'est pousser loin les choses parce que quand on regarde les chiffres, on s'aperçoit que ce qui a été dit est faux. On ne peut pas s'arrêter et dire: 'On bougera plus parce qu'il y a des gens qui ne sont pas d'accord dans d'autres régions du pays'. »

M. Bouchard a expliqué qu'il s'agit là de situations « frustrantes » vécues quotidiennement par les députés du Québec. « On a un pays comme ça. Je suis allé à Ottawa pour ça: pas pour donner un message au Québec, mais pour donner le message du Québec à Ottawa », a-t-il dit.

« On vient de mettre 800 millions dans l'Ouest pour les agriculteurs et la seule province qui a dit que c'était bien, c'est le Québec. Les autres ont dit que ce n'était pas assez », a déploré le ministre Bouchard, d'un ton déçu.



Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

L'enseignement universitaire
chez vous

COURS TÉLÉVISÉS

Santé:

PLANIFICATION ET CONTRÔLE BUDGÉTAIRE DES SERVICES DE SANTÉ
INTERVENTION AUPRÈS DES PERSONNES ÂGÉES ATTEINTES DE DÉFICITS COGNITIFS
INTRODUCTION À LA GÉRONTOLOGIE
EFFETS PHYSIOLOGIQUES DES PSYCHOTROPES
CONTEXTES D'UTILISATION DES PSYCHOTROPES

Publicité:

CHOIX ET UTILISATION DES MÉDIAS

Aménagement:

HISTOIRE DES FORMES URBAINES

Musique:

SOURCES DE LA MUSIQUE OCCIDENTALE

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : LE 10 DÉCEMBRE 1991

Diffusion par Radio-Québec et Vidéotron

Renseignements :

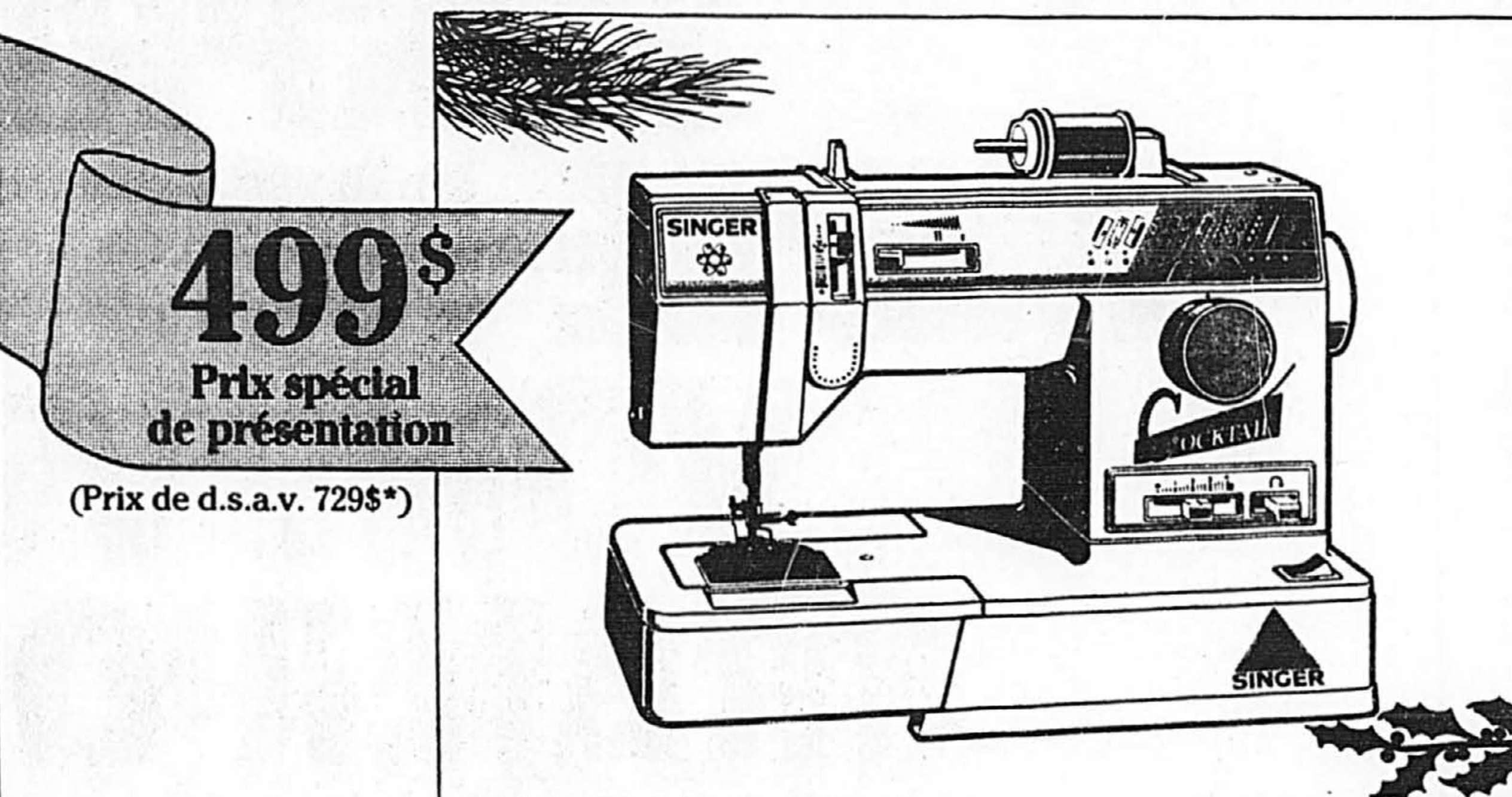
(514) 343-6090

1-800-363-8876 (sans frais)

Brochure
sur demande

APPRENDRE POUR AGIR

OFFREZ UN CADEAU QUI A DE L'AVENIR



499\$
Prix spécial
de présentation

(Prix de d.s.a.v. 729\$*)

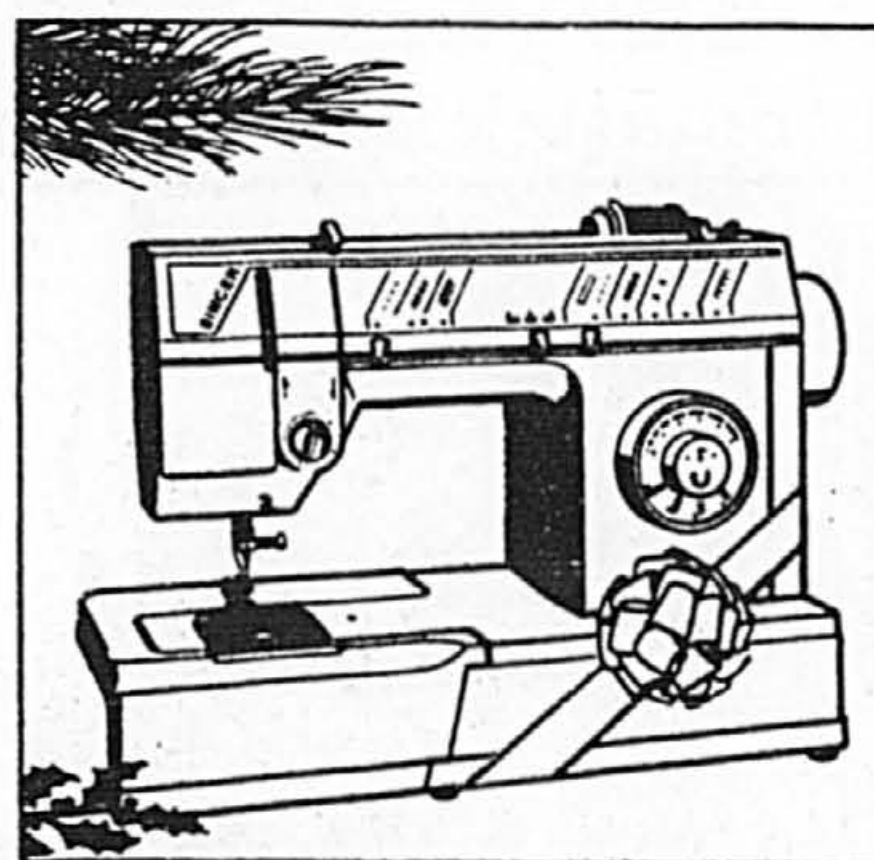
Aux Fêtes, donnez un cadeau pratique et amusant qui procurera des années de satisfaction.

Stylist^{MC} 6252

Par exemple, la toute nouvelle "Cocktail" Stylist^{MC} 6252 avec 16 fonctions de points, tension automatique, dispositif à boutons-nières incorporé et bras libre.

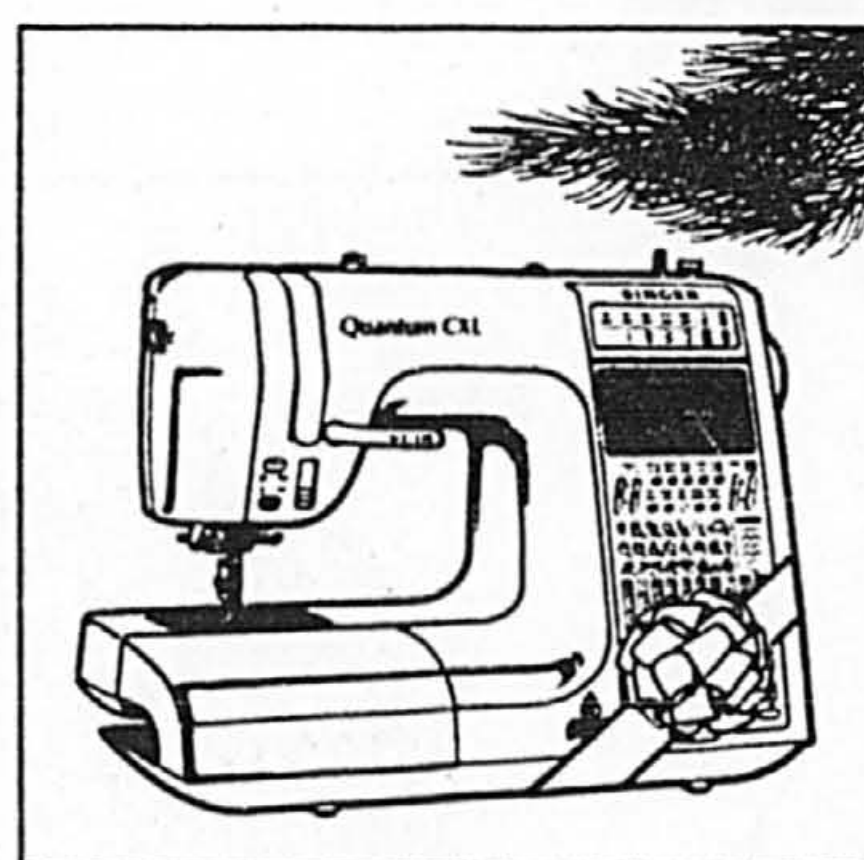
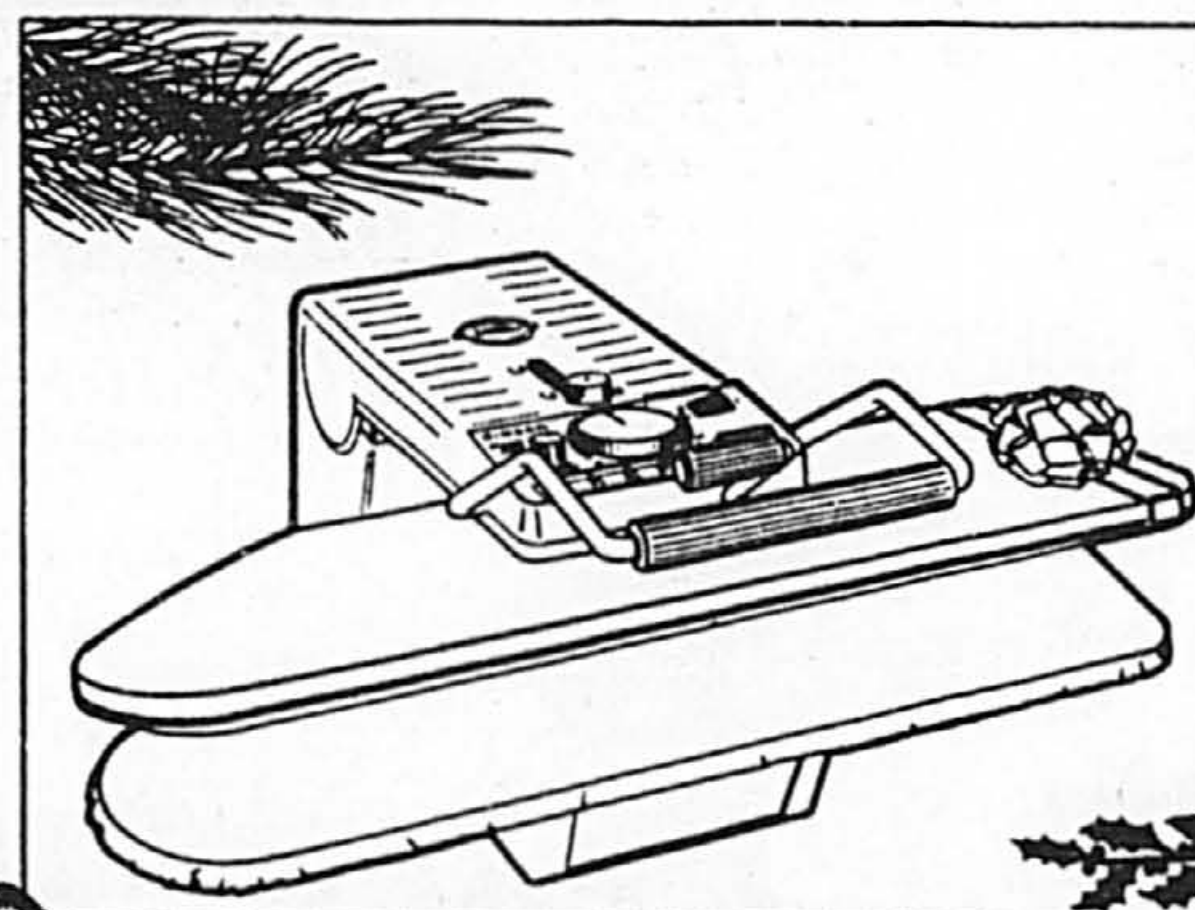
Debutante^{MC} 5805 299\$

Populaire et indispensable, cette machine à bras libre coud 11 fonctions de points.



Magic Steam Press^{MC} 7: 399\$

(La Magic Press^{MC} 4 est aussi en vente à 279\$) Réduit de moitié le temps de pressage et la facture du nettoyeur. Résultats professionnels impeccables.

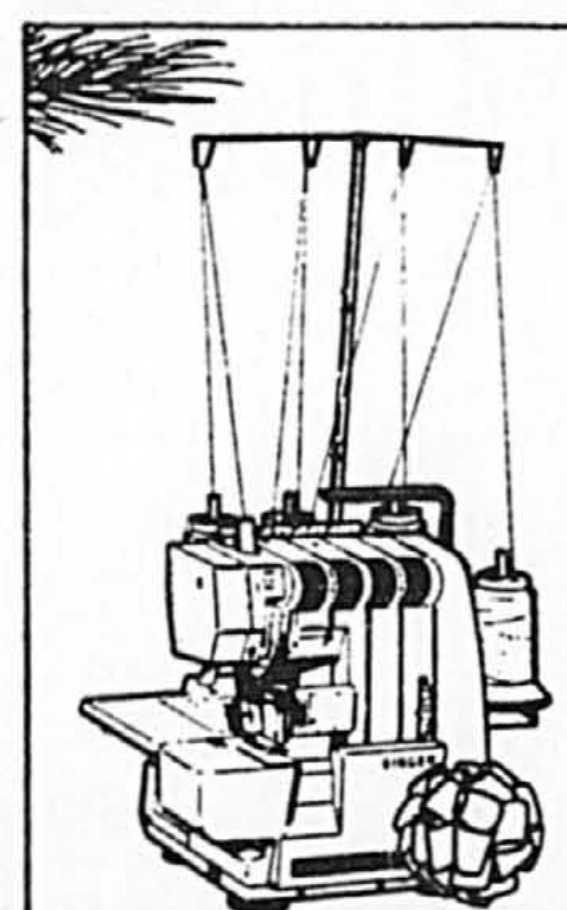


Quantum^{MC} CXL

Cette machine électronique haute tech prend la vedette avec ses 300 points incorporés, broderie et motifs, lettres scriptes et car-rées et beau-coup plus.

Ultralock^{MC} 14U34 499\$

(14U234 avec différentiel d'entraînement: 599\$) Coud, rogne et finit professionnellement en une étape facile.



SINGER

LES MACHINES
À COUDRE
PRÉFÉRÉES
DANS LE
MONDE ENTIER

APPLUYEZ UNE COMPAGNIE CANADIENNE. La Compagnie de machines à coudre Singer du Canada limitée est un membre du groupe de compagnies Sewing Tech. Les offres et les prix peuvent varier chez les détaillants participants. TP's en plus. * Peut être offerte à prix moindre. © 1991 Singer Sewing Company. La vente prend fin le 24/12/91.

MONTRÉAL		RIVE-SUD		ABITIBI	
Centre commercial Boulevard Jean-Talon (coin Pie-IX) Tél.: 729-1809		St-Bruno 252, boul. des Promenades Tél.: 653-6861		Lorrainville 6, rue Notre-Dame ouest Tél.: 625-2015	
Place Versailles 7275, Sherbrooke est Tél.: 354-5654		St-Jean 68, St-Grégoire Tél.: 348-3712		Granby Plaza Woolco, 350, St-Jacques Tél.: 375-1821	
Plaza St-Hubert 7341, St-Hubert Tél.: 271-2844		Longueuil Place Longueuil, 825, St-Laurent Tél.: 677-8943		Galleries Drummond Drummondville Tél.: 472-2703	
Centre commercial Fairview 6801, Transcanadienne, Pointe-Claire Tél.: 694-4014		St-Hyacinthe 454, Hôtel-Dieu Tél.: 773-8467		Sherbrooke 869, rue King ouest Tél.: 346-5241	
Centre Rockland Ville Mont-Royal Tél.: 341-1193		Sorel 37, rue Augusta Tél.: 742-8729		Tiasus Emile 529, rue Sud, Cowansville Tél.: 263-5607	
Carrefour Angrignon 7707, boul. Newman, Ville LaSalle Tél.: 365-4993		Châteauguay 93, d'Anjou, Châteauguay Tél.: 698-0043		ONTARIO	
Centre commercial Domaine Sherbrooke (coin Langelier) Tél.: 253-0426		Brossard Mail Champlain, 2150, boul. Lapinière Tél.: 923-9421		Hawkesbury 386, Principale Tél.: 632-2993	
Plaza Alexis-Nihon Métro Atwater Tél.: 935-9492		Chambly 16 Place Chambly Tél.: 658-4071		OUTAOUAIS	
				Hull 44, Montclair, Hull Tél.: 777-7700	

GRAND NOUVEAU, GRANDS STUDIOS!

SPÉCIAL D'OUVERTURE:
42 50\$*
PERS./JOUR

Pour les Fêtes, profitez de cette offre sans pareille. Séjournez directement dans les pentes. Réservez un de nos nouveaux spacieux studios de 500 pi.ca. entièrement équipés, avec lit double et divan-lit.

Du 15 décembre 1991 au 16 janvier 1992. Séjour 2 nuits minimum.

Séjours en hôtel ou en condominium également disponibles.

Cet hiver, skiez Stoneham et pas ailleurs!

Stoneham
LA STATION TOURISTIQUE
(800) 463-6888

(418) 848-2411

*Tarif pour l'hébergement seulement, en occupation double, taxes en sus.

Emprisonné depuis 22 ans, Milgaard sera entendu par la Cour suprême

KEN BECKER
de la Presse Canadienne
TORONTO

■ David Milgaard, qui a toujours maintenu qu'il était innocent du meurtre pour lequel il est emprisonné depuis 22 ans, pourra être entendu par la Cour suprême du Canada.

C'est ce qu'a annoncé vendredi la ministre de la Justice Kim Campbell. Elle a expliqué en conférence de presse qu'elle avait demandé au tribunal de déterminer s'il y a eu erreur judiciaire dans la condamnation de David Milgaard pour le meurtre d'une assistante infirmière de Saskatoon, en 1969.

Le tribunal soumettra ensuite son avis à la ministre, qui a le pouvoir d'ordonner la tenue d'un nouveau procès, ou de libérer David Milgaard.

La ministre a souligné que la décision lui revenait, ajoutant que «de toute évidence, je ne sollicite pas l'avis du tribunal pour ne pas le suivre».

La date de l'audience n'a pas encore été fixée, mais la ministre a dit s'attendre à ce que la cause soit entendue rapidement. D'ici là, David Milgaard demeurera en prison.

Le détenu a réagi avec satisfaction à l'annonce de la ministre, même s'il a affirmé qu'il aurait dû être libéré sous caution. On a pu le voir souriant, tenant les mains de sa mère et de sa sœur, au cours d'une conférence de presse télévisée depuis la prison. Sa mère, qui a plaidé sa cause auprès du premier ministre Brian Mulroney, paraissait optimiste.

Adolescent

Âgé de 39 ans, il n'en avait que 16 et menait une vie de hippie, comme il le dit lui-même, quand il est arrivé à Saskatoon, à l'hiver de 1969. Il a été arrêté, cité à son procès, trouvé coupable en cour

Un nouveau comité de la Défense pourrait être saisi du cas des homosexuels

JOHN WARD
de la Presse Canadienne
OTTAWA

■ La politique discriminatoire de l'armée à l'égard des homosexuels pourrait rebondir devant le tout nouveau comité sur le changement social et l'armée, dont la création a été annoncée vendredi par le ministère de la Défense.

Ce «comité consultatif de la Défense nationale sur le changement social» est composé de 18 membres — représentants des milieux d'affaires, universitaires et ex-militaires. Il est co-présidé par l'avocat montréalais Louis Fecteau, et Marilyn Mohan, présidente de la firme Mana Research, de Vancouver.

Le comité examinera les pressions et tendances sociales qui se répercutent sur les membres de la profession militaire, notamment l'accent accru mis sur les droits individuels, l'évolution du rôle des femmes, les couples où les deux conjoints ont une carrière ainsi que les familles monoparentales, et fera des recommandations au gouvernement.

Nous devons ajuster nos politiques à la société d'aujourd'hui, dont proviennent nos membres, a expliqué le ministre de la Défense Marcel Masse.

L'une des controverses sociales de l'heure concerne la politique de l'armée à l'égard des personnes d'orientation sexuelle. A l'heure actuelle, les homosexuels reconnus ne peuvent être recrutés, et ceux qui font déjà partie de l'armée ne peuvent avoir de promotion.

Plus tôt cet automne, on a cru un certain temps que le gouvernement s'apprêtait à modifier cette politique. Une note interne sur l'élimination des mesures discriminatoires a même fait surface au Pentagone, à Washington. Mais l'annonce attendue n'est jamais venue, et certains ont laissé entendre que des éléments plus conservateurs du caucus tory s'opposaient résolument à toute modification du statu quo.

La ministre associée de la Défense Mary Collins a indiqué il y a quelques jours qu'aucune décision n'a encore été prise, laissant entendre que la question était toujours débattue.

C'est cependant le comité lui-même qui décidera de son programme. Le gouvernement ne lui a pas imposé de sujets spécifiques de discussion.

Le comité compte cinq Québécois parmi ses membres. Outre le co-président Louis Fecteau, ce sont Monik Beauregard, politologue, et Jean-Paul Brodeur, chercheur, tous deux de l'Université de Montréal, Jean Godin, président de Cogesult de Montréal et le Dr. Pierre Parenteau, psychiatre de l'Université Laval à Québec. La vice-présidente d'Énergie atomique du Canada Françoise Guénette, d'Ottawa, en fait aussi partie.



David Milgaard et sa mère Joyce ont répondu aux questions des journalistes hier lors d'une conférence de presse au centre de détention Rockwood de Stony Mountain, Manitoba.

pour adultes et condamné à la prison à vie pour le viol et le meurtre de Gail Miller, âgée de 20 ans.

Il a été condamné en partie sur la foi de témoignages d'autres jeunes gens, ses compagnons d'errance. Certains des témoins clés

se sont depuis rétractés, affirmant qu'ils avaient fait l'objet de pressions de la police.

On a également soulevé des doutes sur les preuves médico-légales qui ont permis de relier Milgaard au crime et sur la disparition de dossiers de police.

La Presse **etel 98.5** 

invitent 150 couples
à assister à la première du film

GLENN CLOSE NIELS ARESTRUP

LA TENTATION DE VÉNUS

Une symphonie d'émotions, de passions
et de sensualité à l'état brut.

LE MERCREDI 11 DÉCEMBRE
À 19 h 30
AU CINÉMA DAUPHIN

POUR PARTICIPER:

- Remplissez le coupon de participation publié dans La Presse jusqu'au 30 novembre et retournez-le à l'adresse indiquée
- La valeur totale des prix est de 2400,00 \$
- Le tirage aura lieu le 2 décembre et les gagnants recevront une invitation double par la poste
- Le texte des règlements relatifs à ce concours est disponible chez CINÉPLEX ODEON

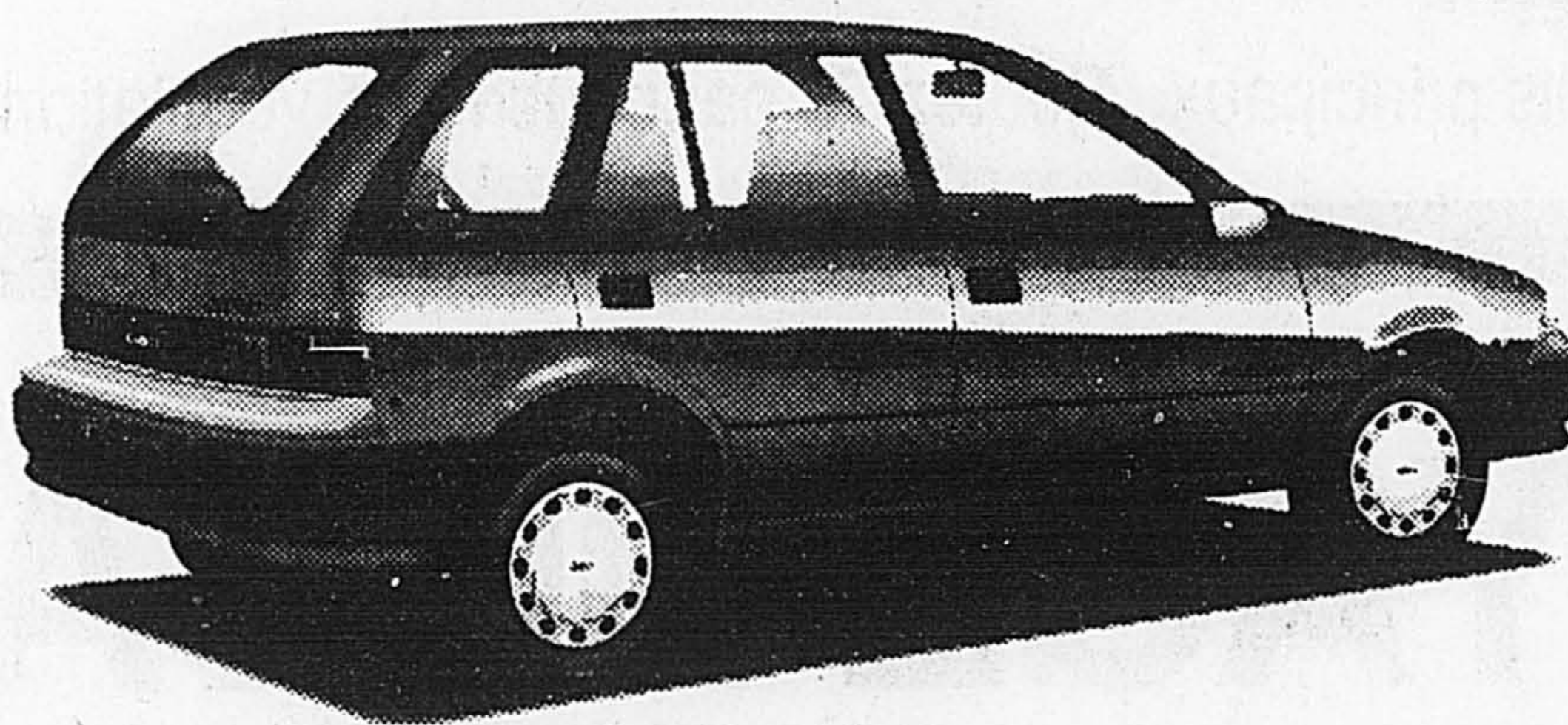


Concours "LA TENTATION DE VÉNUS"
Cinéplex Odeon, 2388 rue Beaubien est
Montréal H2G 1N2

NOM _____
ADRESSE _____ APP. _____
VILLE _____ AGE _____
CODE POSTAL _____ TÉL. _____
QUELLE(S) STATION(S) DE RADIO ÉCOUTEZ-VOUS?

SURPRISE! NOUS VOUS OFFRONS 500\$* POUR VOUS PROMENER EN METRO.

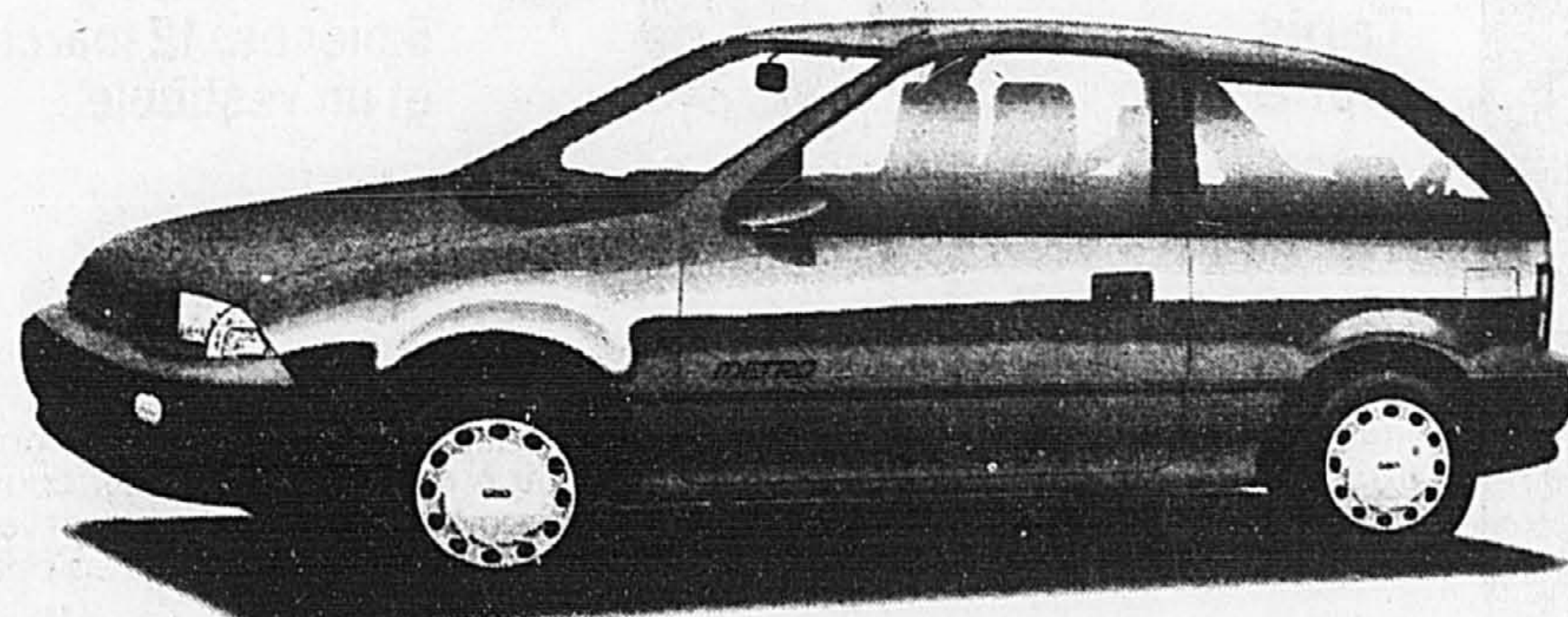
Avec de tels rabais, on ne peut pas se tromper.



remise de
500\$*
sur la Metro 5 portes

remise de
500\$*
sur la Metro 2 portes

Une championne de l'économie d'essence au Canada • 5,6 litres/100 km en ville (55 milles/gallon) • 4,5 litres/100 km sur la route (63 milles/gallon)† • Moteur à injection électronique de carburant • Boîte manuelle à 5 vitesses • Suspension indépendante aux 4 roues • Banquette arrière inclinable • Garantie GM Total[™] de 3 ans ou 60 000 km sans franchise.**



LES RABAIS-SURPRISES

CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE

Chevrolet • Geo • Oldsmobile

* L'offre est applicable seulement aux livraisons à l'usager sur les voitures nouvelles ou en démonstration. La T.P.S. est incluse dans la remise. Cette offre ne peut être utilisée en combinaison avec aucune autre offre. Offre valide pour un temps limité ou jusqu'à épuisement des stocks. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails.

† Données basées sur des méthodes approuvées par Transport Canada. Résultats obtenus avec un moteur de 1.0 litre, 4 cylindres et une boîte manuelle à 5 vitesses. Votre consommation réelle de carburant peut être différente.
** Selon la première éventualité.

la Baie

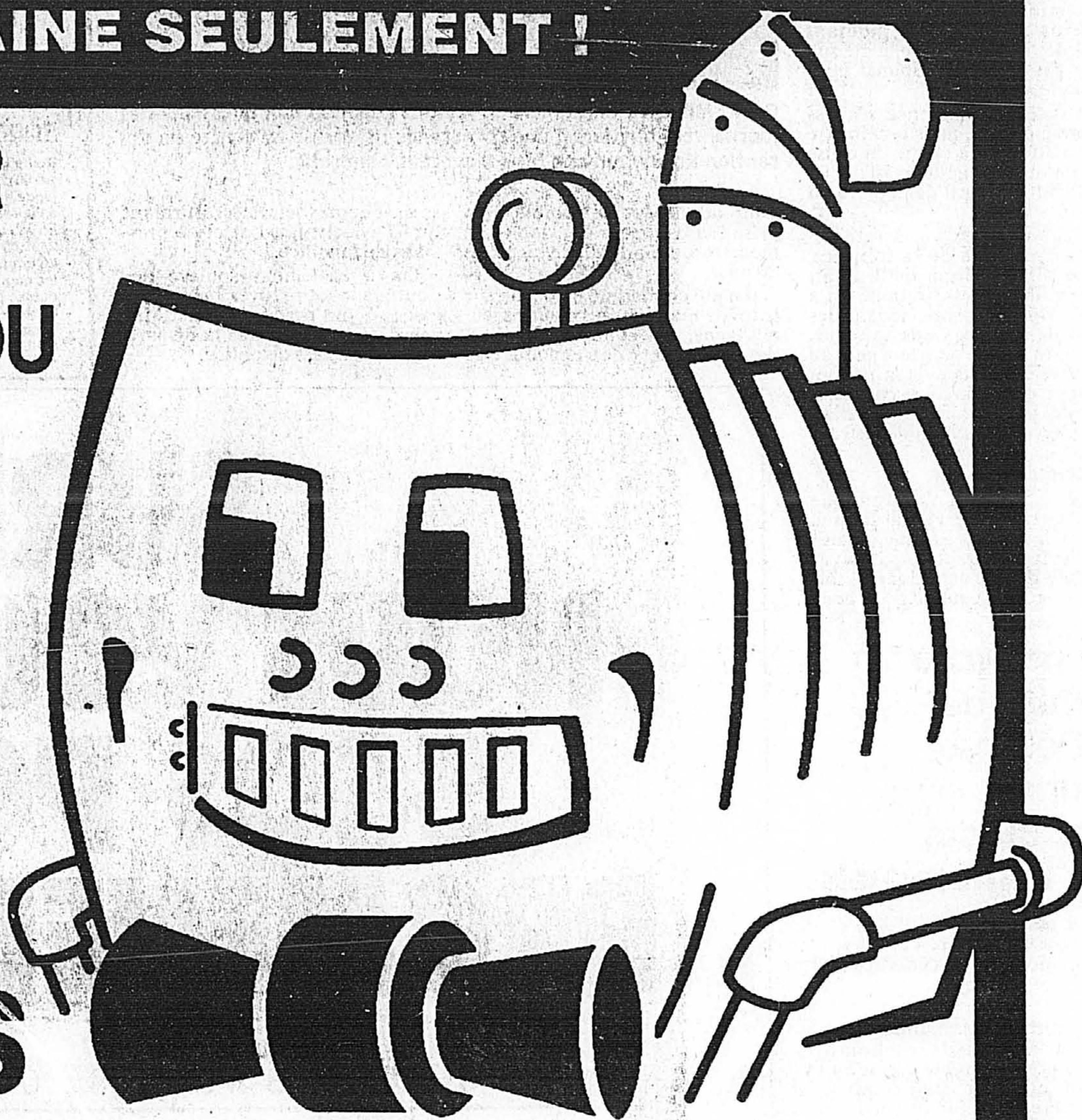
nettoie n'importe quoi ...

ou presque !

UNE SEMAINE SEULEMENT !

FAITES NETTOYER VOTRE SYSTÈME DE VENTILATION OU DE CHAUFFAGE

- Protégez votre santé et celle de votre famille
- Éliminez les symptômes d'allergies causées par la poussière.
- Augmentez l'efficacité de votre système de climatisation et de chauffage.
- Diminuez l'énergie dépensée à épousseter et à nettoyer



SEULEMENT

49\$

Le prix inclut tous les conduits principaux. Ajoutez 7\$ par bouche de ventilation.

NETTOYAGE DE TAPIS

**DEUX
PIÈCES**
Tapis
mur à mur

39\$

**MAISON
COMPLÈTE**
5 pièces, 12 marches
et un vestibule

99\$

80¢ /pi²

CARPETTES
de tout genre (8,61 \$/m²)

Minimum de deux pièces par visite • Salon et salle à manger attenante comptent pour deux pièces • Coût pour sous-sol ou salle familiale 2,40 \$ le mètre carré • Frais supplémentaires pour le nettoyage des escaliers, des coussins de dossiers non-attendants, des canapés modulaires et des revêtements haïtiens ou en tissus qui ne se nettoient qu'à sec, rouille et taches rebelles ainsi que pour le traitement de protection des fibres et le désodorisant • Des restrictions peuvent s'appliquer • Autres frais pour travail hors des régions métropolitaines • Plusieurs autres services disponibles.

339-5420

Lundi au vendredi: 9h00 à 17h00 Samedi: 9h00 à 14h00



*Satisfaction
garantie!*

la Baie

services à domicile